



« I LA TENE TI TO NA MBONGO – Tous ensemble pour le Sud-Est »

Programme de relèvement socioéconomique dans la zone Sud-Est de la République centrafricaine (RELSUDE)

## PLAN DE RELÈVEMENT LOCAL

### GAMBO



République centrafricaine, août 2021

CONDUIT PAR

EN PARTENARIAT AVEC

AVEC LE SOUTIEN DE

## Sommaire

■	Liste des acronymes .....	3
■	Cadre d'action .....	5
■	Carte de la zone d'intervention .....	6
■	Méthodologie AGORA .....	7
■	Présentation de Gambo .....	8
■	Diagnostic territorial .....	9
	Carte générale du centre-ville de Gambo .....	10
	Cartographie des acteurs .....	11
	Services de bases .....	13
	• Eau .....	13
	• Hygiène et assainissement .....	16
	• Éducation .....	17
	• Santé .....	18
	Filières économiques .....	20
	• Agriculture .....	20
	• Élevage .....	21
	• Pêche .....	22
	• Commerce .....	23
	• Autres activités .....	24
	Gouvernance locale .....	25
	• Représentation .....	25
	• Justice et cohésion sociale .....	25
	• Diagnostic institutionnel .....	26
	• Autoévaluation des organisations de la société civile .....	28
■	Planification du relèvement .....	29
	Eau, hygiène et assainissement .....	30
	Éducation.....	33
	Santé .....	35
	Agriculture .....	38
	Élevage .....	41
	Pêche .....	43
	Commerce .....	45
■	Priorisation intersectorielle .....	47
■	Annexes .....	48

## Liste des acronymes

<b>ACBS</b>	Association Chrétienne pour le bien-être sociale
<b>ACDA</b>	Agence centrafricaine de développement agricole
<b>ACF</b>	Action contre la faim
<b>ACTED</b>	Agence d'aide à la coopération technique et au développement
<b>AEDD</b>	Agence pour l'environnement et le développement durable
<b>AGETIP-CAF</b>	Agence d'exécution des travaux d'intérêt public en Centrafrique
<b>AGR</b>	Activités génératrices de revenus
<b>ANDE</b>	Agence nationale pour le développement de l'élevage
<b>ANEA</b>	Agence nationale de l'eau et de l'assainissement
<b>APE</b>	Association de parents d'élèves
<b>CLPR</b>	Comité local de paix et de réconciliation
<b>CRCA</b>	Croix Rouge centrafricaine
<b>COGES</b>	Comité de gestion
<b>COHEB</b>	<i>Community humanitarian emergency board</i>
<b>COOPI</b>	<i>Cooperazione internazionale</i>
<b>COOPIADAA</b>	Coopérative interafricaine et de développement agroalimentaire
<b>CORDAID</b>	<i>Catholic Organisation for Relief and Development Aid</i>
<b>CPR</b>	Centre pédagogique régional
<b>DR</b>	Directeur/trice régional/e
<b>ECAC</b>	Enseignement catholique associé de Centrafrique
<b>EHA</b>	Eau, hygiène et assainissement
<b>F1</b>	Fondamental 1
<b>F2</b>	Fondamental 2
<b>FACA</b>	Forces armées centrafricaines
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FFOM</b>	Faiblesses, forces, opportunités et menaces
<b>FOSA</b>	Formation sanitaire

## Liste des acronymes (suite)

<b>FPU</b>	<i>Free Press Unlimited</i>
<b>IC</b>	Informateur clé
<b>MDA</b>	Médecins d'Afrique
<b>MINUSCA</b>	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
<b>MSF</b>	Médecins sans frontières
<b>NFI</b>	Abris & biens non-alimentaires
<b>OCHA</b>	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
<b>OFCA</b>	Organisation des femmes de la Centrafrique
<b>OIM</b>	Organisation internationale pour les migrations
<b>OKG</b>	<i>Ouali mo Kou Gne</i>
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial
<b>PDL</b>	Plan de développement local
<b>PRL</b>	Plan de relèvement local
<b>PUI</b>	Première urgence internationale
<b>RCA</b>	République centrafricaine
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo
<b>RELSUDE</b>	Relèvement du Sud-Est
<b>THIMO</b>	Travaux à haute intensité de main d'œuvre
<b>VBG</b>	Violence basée sur le genre
<b>VD</b>	Vision et développement
<b>EHA</b>	Eau, hygiène et assainissement
<b>XAF</b>	Franc CFA de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)

## Cadre d'action

### CONTEXTE

La crise politique et militaire de 2012-2014 en République centrafricaine (RCA) et ses conséquences ont particulièrement affecté les préfectures du Sud-Est de la RCA, à savoir la Basse-Kotto, le Haut-Mbomou, la Haute-Kotto, le Mbomou et la Ouaka. Ces dernières enregistrent encore à ce jour les besoins les plus aigus en termes d'accès à l'eau, à la santé, aux moyens de subsistance et à la protection<sup>1</sup>.

Plusieurs facteurs contribuent à la vulnérabilité socio-économique du Sud-Est : préfectures les moins densément peuplées, elles sont également les moins bien connectées au reste du pays, avec un Etat historiquement moins présent, accentuant l'influence des groupes armés (GA). Ajoutées à cela, les faibles ressources et compétences techniques au niveau communal et préfectoral freinent les collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'Etat dans l'exercice de leurs missions<sup>2</sup>.

La relative stabilisation sécuritaire dans les chefs-lieux des sous-préfectures et les perspectives ouvertes par la signature de l'accord politique de paix et de réconciliation entre l'Etat et plusieurs groupes armés en février 2019 permettent d'envisager des réponses simultanées aux besoins humanitaires urgents et des actions de relèvement à plus long terme. En ce sens, le gouvernement a déjà engagé un effort de redéploiement des services publics dans les régions, ce qui laisse envisager un renforcement parallèle des services sociocommunautaires existants et des structures de gouvernance locale<sup>3</sup>.

Afin de soutenir ce processus, les organisations non gouvernementales (ONG) ACTED, OXFAM, COOPI, CONCERN, *Free Press Unlimited* (FPU) et IMPACT Initiatives, à travers AGORA, se sont réunies en consortium dans le cadre du projet RELSUDE, afin de répondre aux difficultés présentées ci-dessus et renforcer de manière holistique les capacités de résilience des communautés dans 21 chefs-lieux de préfecture ou chefs-lieux de sous-préfecture dans la zone du Sud-Est (voir carte p. 7). L'objectif du projet RELSUDE est à la fois de répondre aux besoins de base des populations, de renforcer les capacités de relèvement socio-économiques des communautés, et d'accompagner la consolidation du rôle des autorités locales.

### OBJECTIFS DU DOCUMENT

Les plans de relèvement locaux (PRL) rassemblent les résultats d'une phase d'évaluation (diagnostic territorial) et d'une phase de planification participative. Les données sur lesquelles ils s'appuient sont collectées à travers des méthodes quantitatives et qualitatives dans chacune des 21 localités ciblées par le projet (voir « Méthodologie AGORA » p. 7 et « Annexe méthodologique » p. 48). Les différents outils utilisés tentent d'obtenir une image représentative des besoins et dynamiques locales, sans toutefois pouvoir le garantir, étant donné le temps imparti et les contraintes pratiques.

L'objectif du PRL est de fournir une compréhension des besoins et opportunités pour les acteurs à la fois locaux et de l'aide humanitaire. Il s'agit en effet de soutenir i) les municipalités de ces territoires fragilisés par la crise dans la planification et la coordination de toutes les initiatives de relèvement local, et ii) les acteurs humanitaires dans l'identification d'interventions pertinentes directement réalisables dans le cadre du projet.

Le présent document constitue ainsi une feuille de route détaillant les priorités identifiées par la communauté, accompagnées de pistes de solutions concrètes et précises sur le plan technique, ainsi que d'une proposition de stratégie de mise en œuvre. L'ensemble des affirmations figurant dans ce document sont basées sur l'analyse des données collectées sur une période définie, grâce à la conduite d'entretiens individuels et de groupes de discussion.

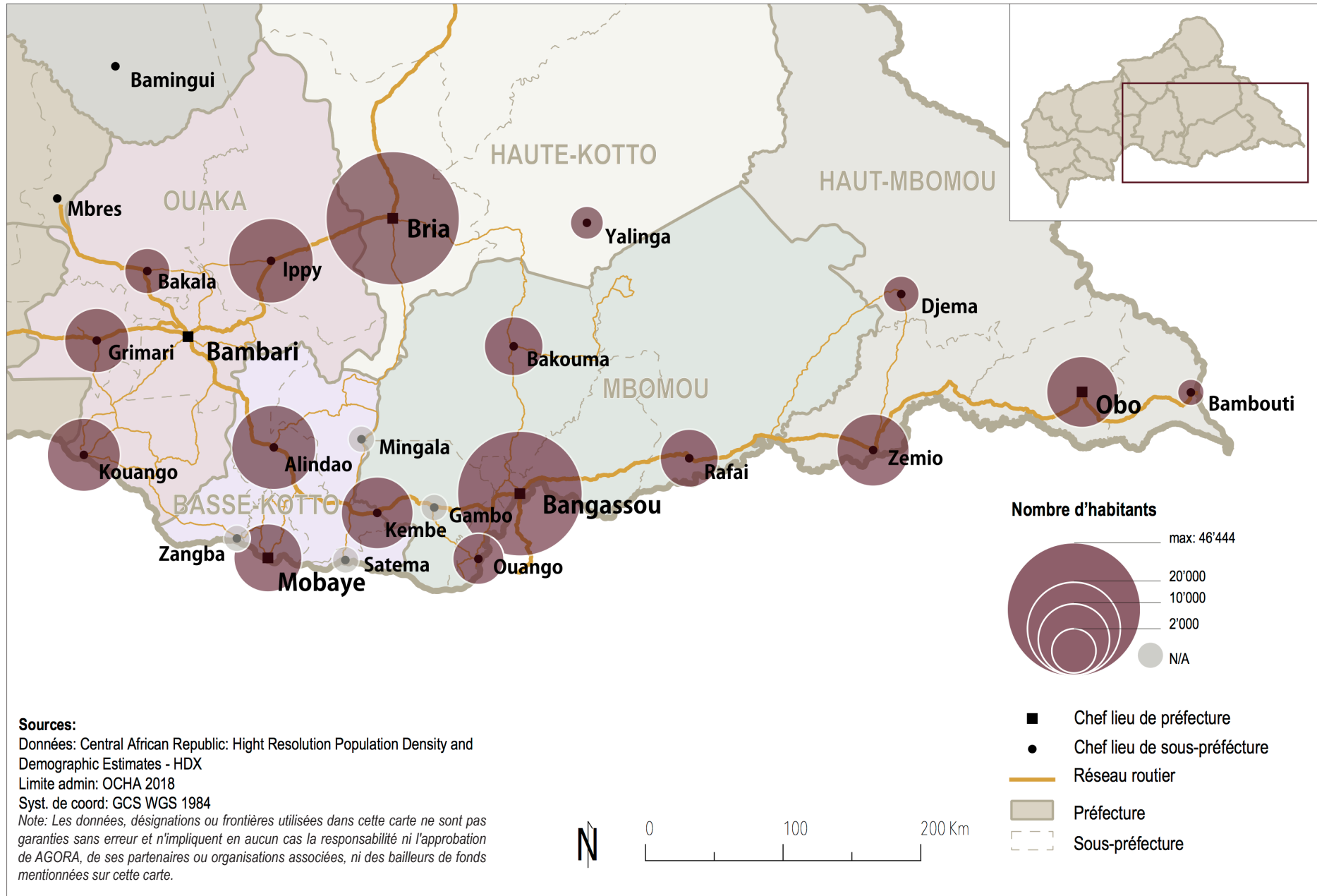
Le PRL représente également un instrument de coordination, remis aux partenaires humanitaires et aux acteurs institutionnels locaux afin de servir de base de travail à tous au niveau local. L'objectif est de replacer les acteurs locaux, institutionnels et communautaires, au cœur du processus de décision, pour faire en sorte que l'aide proposée par les acteurs humanitaires soit dirigée vers les priorités locales et selon les modalités adaptées au contexte.

<sup>1</sup> Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), [Aperçu des besoins humanitaires, 2021](#) – République centrafricaine.

<sup>2</sup> Banque mondiale, [Enquête nationale sur les monographies communales 2016](#) - République centrafricaine, 2017.

<sup>3</sup> Finance For Impact, [Redéploiement de l'action publique en Centrafrique, étude de préfiguration d'un futur programme de gouvernance en Centrafrique](#), 2019.

# Carte des localités couvertes par le projet RELSUDE



# Méthodologie AGORA



## Présentation de Gambo

### HISTOIRE

Le nom « gambo » vient de la langue zakara. Selon les informateurs clés (IC) rencontrés, il signifie « venir et souffrir avant de réussir », et la ville prend son nom d'un descendant du sultan de Bangassou qui s'appelait Sambia Gambo et qui a établi la ville dans les années 1960. La localisation a été choisie pour sa proximité avec l'axe principal qui relie Kembé à Bangassou, et pour les opportunités économiques liées à la richesse en ressources naturelles pour l'agriculture, la chasse, la pêche et l'exploitation minière.

La ville est peuplée de trois principales ethnies dont les nzakara, les yakoma, et les langba. Les yakpa, les banda, les vougouma, les vokpata et les peulhs bororo sont aussi présents dans la localité. Les avis des répondants étaient partagés sur la question de tension entre les ethnies. Les membres de la communauté rencontrés et certaines autorités locales ont rapporté que ces groupes s'entendaient bien, tandis que quelques autorités locales ont rapporté des tensions religieuses et des tensions entre les ethnies nzakara et langba sur la question de chefferie et d'occupation de la terre.

### TERRITOIRE

Le centre urbain de Gambo compte deux groupements que les répondants ont simplement appelé le premier et le deuxième groupement. Les IC ont rapporté que la population totale de la commune de Gambo est d'environ 14 000 habitants dont 6 000 sont déplacés et retournés, en se basant sur le recensement de la mairie et les données du ministère de la santé.

Les principaux axes de la localité sont ceux dans l'est, vers Kembé, et ceux dans l'ouest, vers Bangassou. Il y a également un axe secondaire qui mène vers Ouango et Bema dans le sud. Certaines parties des routes vers Kembé et Ouango deviennent difficilement praticables pendant la saison pluvieuse, mais les véhicules peuvent passer avec l'aide des jeunes des villages se trouvant sur l'axe qui viennent désembourber les véhicules en difficulté.

Il y a plusieurs mines de diamant et or autour de la ville ; ces mines étaient contrôlées par la direction régionale des mines au moment de l'enquête AGORA (voir « Autres Activités p. XX).

Selon les autorités locales, la ville de Gambo a connu deux vagues principales d'insécurité depuis 2013 : l'incursion d'un groupe armé en 2013, et les affrontements entre deux groupes armés entre 2017 et 2019. Au moment de l'enquête, aucun groupe armé n'était actif dans la ville ; leurs membres s'étaient dissimulés parmi la population et exerçaient des travaux champêtres, des petits commerces et autres activités. Aucune

force de sécurité nationale ou internationale n'était présente dans la ville.

Ces événements violents ont engendré d'importants mouvements de population, les habitants ayant fui dans la brousse, à Bangassou, à Pombolo, à Ouango, à Bema, et aussi vers la République Démocratique du Congo (RDC). Au moment du diagnostic territorial AGORA, il a été rapporté que beaucoup de personnes déplacées seraient progressivement revenues à Gambo, mais d'autres ne sont pas toujours de retour à cause de l'insécurité, la destruction de leurs maisons, et la perte de leurs biens et de leur terre pour cultiver. Les habitants peulhs, ayant fui vers Pombolo, n'étaient pas de retour dans le centre de Gambo au moment de l'enquête AGORA, mais ils étaient retournés jusqu'à la zone périphérique du centre urbain. Il n'y a pas de site de déplacés dans la localité : tous les 6000 déplacés et retournés habitent dans des familles d'accueil à Gambo.

Tous les groupes de discussions communautaires ont rapporté que les habitants ne se sentent pas en sécurité dans la ville en raison des cas de criminalité violents, et l'absence des institutions judiciaires et des forces de l'ordre nationales comme la gendarmerie, la police et les forces armées centrafricaines (FACA). De plus, la plupart des membres de la communauté ont rapporté ne pas pouvoir circuler librement au sein de la localité parce qu'il n'y a pas les forces de l'ordre. Pourtant, quelques répondants ont dit circuler librement parce qu'il n'y a pas les groupes armés dans la ville.

La localité dispose d'un Plan de développement local (PDL) rédigé en 2012, qui est disponible à la mairie de Gambo. Les autorités locales, services déconcentrés de l'état, leaders communautaires, organisations de la société civile, et acteurs économiques ont participé à la rédaction du PDL. Un comité de suivi a été établi, et quelques activités ont été menées, par exemple la réhabilitation des marchés avec des latrines, la construction de la sous-préfecture, d'un collège, de la maison des jeunes et la maison des femmes, et la construction des forages et puits aménagés. Selon les autorités locales interrogées, ces actions ont été financées par les autorités centrafricaines, comme prévu dans le PDL. Des acteurs extérieurs (par exemple l'ONG nationale Vision et Développement et la MINUSCA Civile) ont également appuyé la mise en œuvre des activités. La construction du collège et des forages était en cours au moment de l'enquête. Les autorités locales ont néanmoins confié que le comité de suivi n'était plus actif à cause de l'insécurité dans la localité.

Aucun réseau téléphonique ne marche à Gambo. La ville ne dispose d'un radio communautaire ni opérationnelle, ni en cours de construction<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Internews, *Central African Republic, Situation of local broadcast stations*, 31 mai 2021.

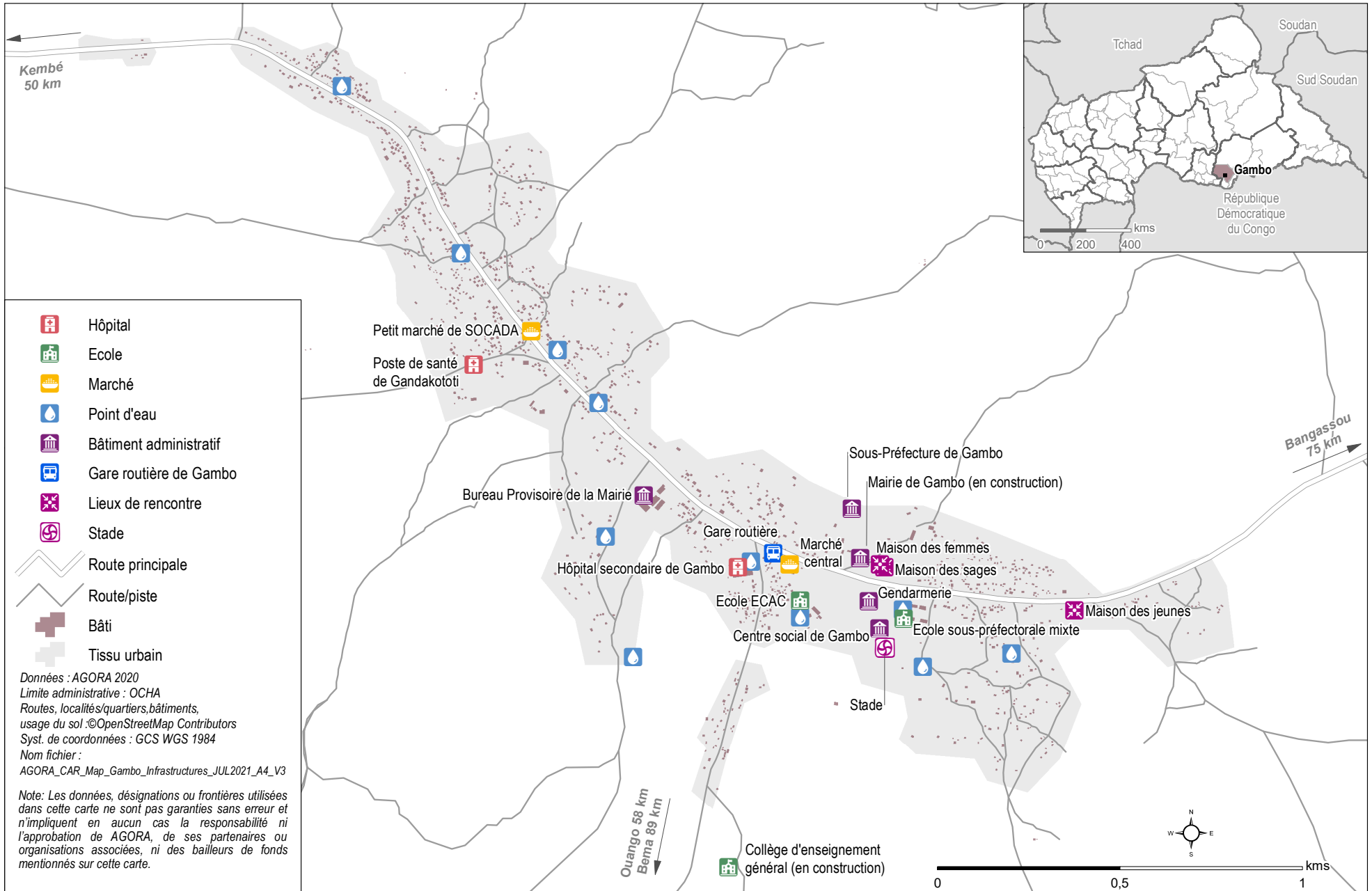




**Diagnostic territorial**

**GAMBO**

# Carte générale du centre ville de Gambo



## Cartographie des acteurs

### ACTEURS INSTITUTIONNELS

- Sous-préfet
- Maire
- Chefs de quartier et groupement<sup>5</sup>

### SOCIÉTÉ CIVILE

- Comité local de paix et de réconciliation (CLPR)
- Plateforme religieuse
- Association de la jeunesse
- Organisation des femmes de la Centrafrique (OFCA)
- Zi Zendé
- Ouali mo Kou Gne (OKG)
- Association Chrétienne pour le bien-être social (ACBS)

### PARTENAIRES DE L'AIDE<sup>6</sup>

- Basés dans la ville :**
- ONG nationale : Vision et Développement
  - ONG internationale : COHEB

- Ayant des projets réguliers :**
- ONG nationale : Caritas
  - ONG internationales : CORDAID, ACTED, MSF, ACF, MDA, OXFAM, COOPIADAA
  - Organisations multilatérales : OIM, MINUSCA Affaires Civile

### LEADERS COMMUNAUTAIRES

- Sultan
- Comité des sages
- Leaders religieux

### ACTEURS ÉCONOMIQUES

- Groupements économiques : agriculture, élevage, commerce, pêche, minière
- Association des veuves
- Ouali Gambo mo londo
- Ouali Gara

### FORCES DE SÉCURITÉ

- Aucune

Le maire et le sous-préfet étaient tous les deux présents dans la ville au moment de l'enquête. Malgré tout, aucun service déconcentré de l'état n'est représenté à Gambo. Selon les autorités locales, des directeurs régionaux basés à Bangassou visitaient la localité chaque mois jusqu'à la crise de 2017 : en particulier le directeur régional des mines et le médecin chef du district sanitaire. Selon les membres de la communauté, le Directeur régional (DR) des mines continue de gérer l'exploitation minière *via* ses représentants qui restent présents dans la ville. Le bureau central de district sanitaire de Ouango-Gambo se trouve à Ouango, et le médecin chef était basé à Bangassou au moment de l'enquête, selon le chef de section pour l'administration à Ouango. Les représentants de l'Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA) et de l'Agence nationale pour le développement de l'élevage (ANDE) effectuent des visites ponctuelles depuis Bangassou pour participer dans la médiation des conflits liés à l'accès aux terres.

Les autorités locales ont rapporté qu'ils travaillent ensemble dans la localité : surtout sur la sensibilisation sur la paix et la cohésion sociale, et également sur la supervision et coordination des services de base. Le sous-préfet a également rapporté une communication régulière avec la préfète, qui est basée à Bangassou.

Le sultan de Gambo reste une autorité importante dans la localité<sup>7</sup>. Il dispose d'un cabinet de personnel et il échange avec la préfète. La plateforme religieuse semble être également un acteur important dans la localité : elle participe dans le CLPR, et elle a participé à l'élaboration du PDL.

Il y a plusieurs organisations de la société civile (OSC) à Gambo (voir une auto-évaluation des OSC p.28). Les principales activités de « Zi Zende » sont la promotion de l'hygiène et l'organisation de l'assainissement et désherbage de la ville. L'association des veuves, Ouali Gambo mo londo et Ouali gara se concentrent sur les activités d'épargne communautaire. L'association de la jeunesse est active dans l'assainissement de la ville, l'assistance sociale et les activités agro-pastorales. ACBS et OKG travaillent toutes les deux pour les enfants soldats : OKG fait de la sensibilisation pour la cohésion sociale pour les enfants soldats, et ACBS fait du plaidoyer pour eux auprès des partenaires de l'aide. ACBS fait également de la sensibilisation sur l'environnement.

Il existe plusieurs groupements et associations économiques dans la ville, dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce. Toutes ces associations ont des frais d'adhésion et pratiquent l'épargne communautaire<sup>8</sup>. Tous les

<sup>5</sup> Le chef de quartier est le représentant de la communauté, traditionnellement élu pour des durées de 5 à 10 ans. Les chefs de quartiers élisent à leur tour un chef de groupement, c'est-à-dire un ensemble de quartiers.

<sup>6</sup> OCHA, *3W Présence physique zone Sud-Est*, janvier 2021 et OCHA, *3W Présence opérationnelle zone Sud-Est*, janvier 2021.

<sup>7</sup> Les sultanats de RCA, passant l'autorité de génération en génération en ligne de succession des descendants, datent de l'époque précoloniale. Actuellement, les sultans n'occupent aucune position officielle, mais ils sont souvent consultés dans les processus politiques en raison de leur forte influence sur la population.

<sup>8</sup> Les frais d'adhésion aux groupements et associations économiques sont payés une fois, au moment de l'adhésion. Ensuite, l'épargne communautaire fonctionne *via* les cotisations mensuelles.

## Cartographie des acteurs

IC économiques ont cité le travail en groupement comme une activité qui favorise la cohésion sociale. Il existe également un système du travail en groupement sur les mines autour de Gambo (voir Autres Activités p.24).

Les seules ONG basées dans la ville sont COHEB et Vision et Développement. Plusieurs autres ONG et organisations internationales ont des projets réguliers (voir tableau ci-dessous). L'Agence d'exécution des travaux d'intérêt public en Centrafrique (AGETIP-CAF)<sup>9</sup>, spécialisée en travaux d'infrastructures,

effectue régulièrement des projets elle aussi.

Les représentants de la mairie et de la sous-préfecture ont rapporté qu'ils sont en contact avec ces ONG : selon les autorités locales, la principale collaboration entre eux et les partenaires de l'aide est le partage d'information par les autorités. Une autorité locale a exprimé la volonté que les partenaires extérieurs restent dans la localité sur le plus long terme, au lieu d'effectuer des missions courtes.

SECTEUR	ORGANISATION
Abris & biens non-alimentaires (NFI)	<b>ACTED</b> Distribution NFI <b>OIM</b> Construction des abris et distribution des kits de dignité <sup>10</sup>
Déplacement	<b>Caritas</b> Recensement des déplacés et retournés dans la ville <b>COHEB</b> Appui agricole pour les déplacés
Infrastructures	<b>Vision et Développement</b> Construction de la Mairie <b>ACTED</b> Réhabilitation des ponts <b>MINUSCA</b> Construction de la Maison des jeunes
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	<b>ACTED</b> Construction de latrines et distribution de kits d'hygiène aux comités de gestion (COGES) <b>OXFAM</b> Activités prévues dans l'année 2021
Education	<b>Vision et Développement</b> Construction des écoles
Protection	<b>Vision et Développement</b> Projets de protection de l'enfant
Santé	<b>ACTED</b> Appui au centre de santé <b>CORDAID</b> Construction de bâtiments de maternité, dotation des médicaments, envoi de médecins qualifiés <b>MSF</b> Visites de soins mobiles, appui à une formation sanitaire (FOSA) <b>MDA</b> Vaccination, appui aux femmes enceintes et allaitantes <b>MINUSCA</b> Construction de FOSA
Nutrition	<b>COHEB</b> Appui aux FOSA sur la nutrition <b>ACF</b> Appui aux FOSA sur la nutrition <b>MDA</b> Appui aux FOSA sur la nutrition
Sécurité alimentaire	<b>ACTED</b> Organisation d'une foire agricole <b>COPIADA</b> Distribution de semences <b>COOPI</b> Distribution des vivres
Gouvernance	<b>MINUSCA</b> Cohésion sociale, renforcement et redéploiement de l'administration
Activités génératrices de revenus (AGR)	<b>OXFAM</b> Activités prévues dans l'année 2021 <b>COHEB</b> Appui au maraichage, dotation de kits agricoles

<sup>9</sup> AGETIP-CAF est une association paraétatique, qui met en œuvre les projets du gouvernement centrafricain financés par des bailleurs internationaux.

<sup>10</sup> Un kit de dignité comprend les objets suivants : couverture, pagne, garniture, sous-vêtements, poudre lessive, savon, seau en plastique et natte en plastique.

## Services de base

### EAU

Gambo compte **11 points d'eau**, dont **3** qui sont pleinement fonctionnels et **3** qui sont endommagés mais toujours fonctionnels. **4** points d'eau ne fonctionnent plus, tous depuis moins de 6 mois. Les principales causes de non fonctionnement sont l'assèchement de la source et la destruction, selon les gestionnaires des services.



nombre de points d'eau qui sont aménagés



nombre de points d'eau fonctionnels qui sont jugés potables par leurs gestionnaires

**Tous les 7 points d'eau fonctionnels sont utilisés par la population pour boire** : pour 1 des points d'eau non potables la population traite l'eau avant de la boire. Les 4 autres sont utilisés pour boire sans traitement de l'eau.

**4/7** points d'eau sont utilisés par **plus de 100 ménages**. Le temps de marche vers les points d'eau est de **moins de 30 minutes** en moyenne, mais le temps d'attente pour puiser de l'eau varie entre **30 minutes et plus d'une heure**.

**6/11** points d'eau disposent d'un COGES : **3** de ces points d'eau ne fonctionnent pas.

La pompe à main près de l'hôpital secondaire est **le seul point d'eau payant** à Gambo : ce point d'eau a été construit par la communauté avec le soutien du COGES de l'hôpital. Le prix est entre **150 et 200 XAF par mois**, collecté par le COGES. Au moment de l'enquête, ce point d'eau était endommagé.

**10/11**

points d'eau n'ont reçu aucune aide pour leur fonctionnement selon les gestionnaires.

Une pompe à main a reçu l'aide d'une ONG internationale pour sa réhabilitation. Ce point d'eau n'est plus fonctionnel, car il a été trop utilisé.

### PRINCIPALES CONTRAINTES EXPRIMÉES PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICE :



Manque de matériel et moyens pour la réhabilitation



Manque de ressources financières



Manque ou mauvaise qualité de l'eau



Surutilisation du service et non-respect des règles de gestion de la part des usagers

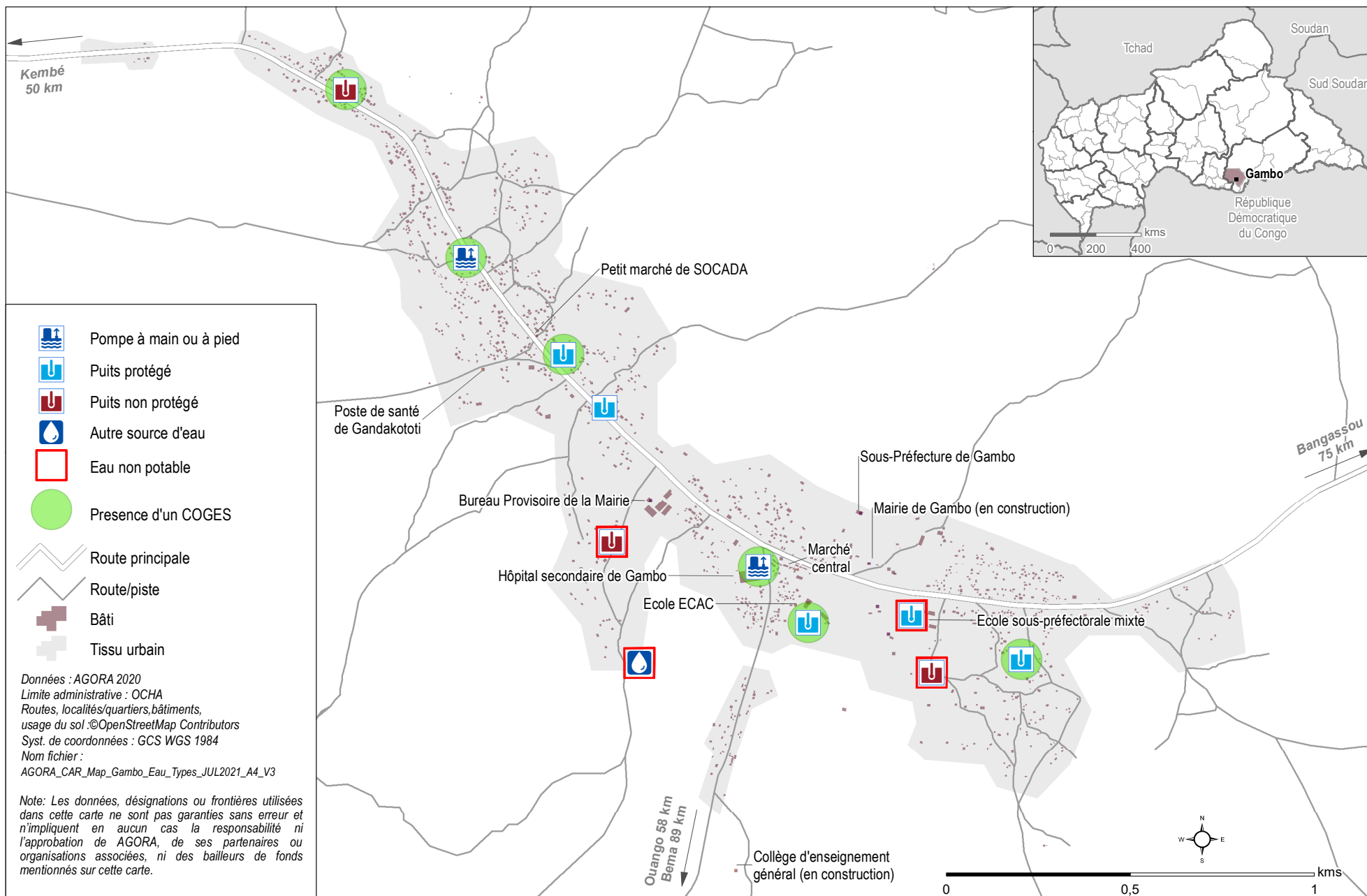
### PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS

Les groupes de discussion communautaires ont évoqué **l'insuffisance de points d'eau** fonctionnels par rapport au nombre d'usagers : par conséquent, beaucoup de points d'eau sont endommagés par la **surutilisation** et le temps d'attente pour puiser de l'eau est long. Il n'y a ni les moyens financiers ni les matériaux de construction au niveau local pour construire des points d'eau additionnels.

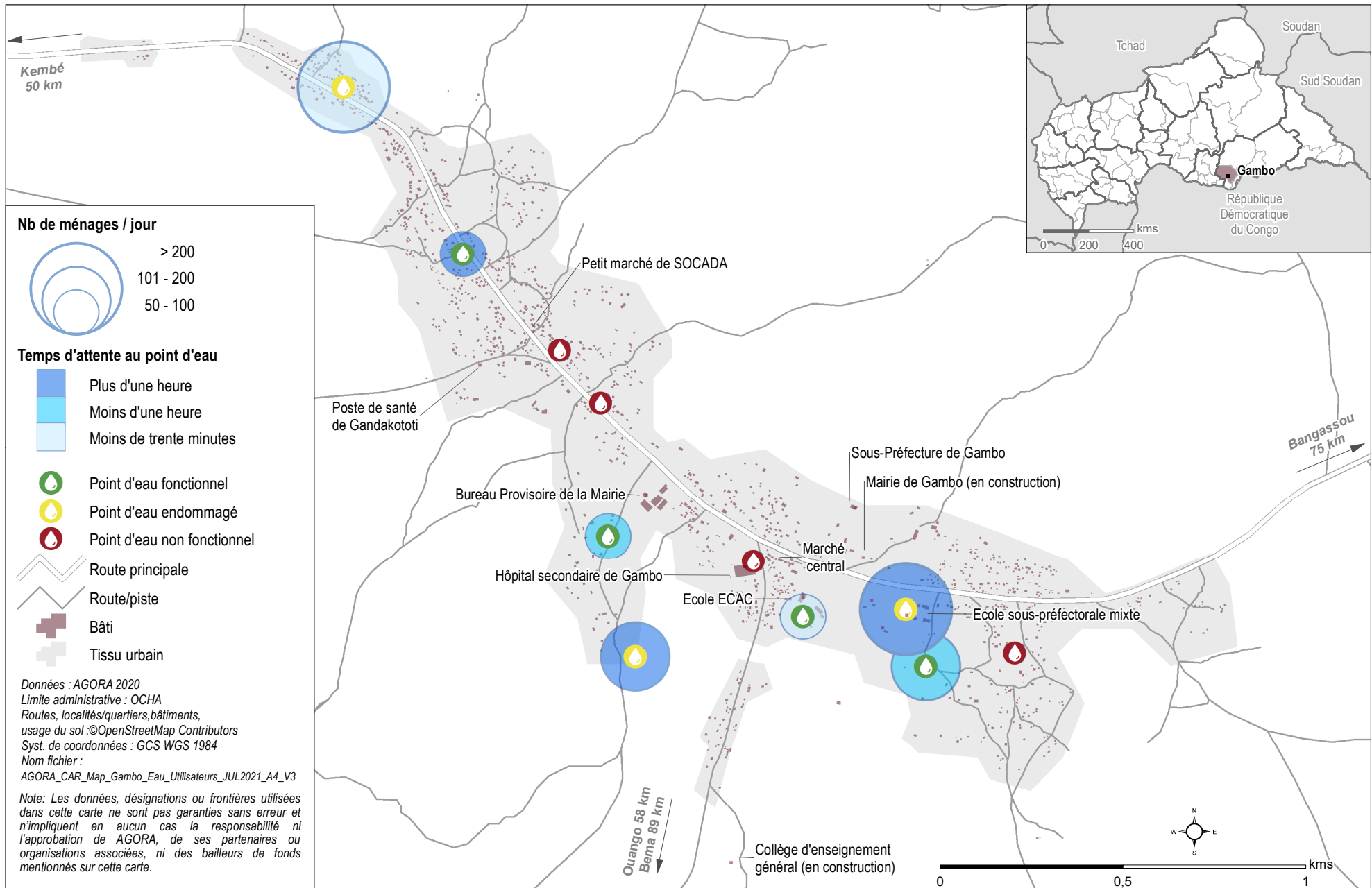
En outre, les habitants qui ont participé dans ces groupes de discussion communautaires ont déploré la **mauvaise qualité de l'eau** : ils ont rapporté qu'ils doivent souvent utiliser les points d'eau non aménagés et non potables à cause de l'insuffisance de points d'eau fonctionnels. Les habitants ont également évoqué un manque de **sensibilisation** sur l'hygiène et la bonne utilisation des points d'eau.

Finalement les **problèmes de gestion** des points d'eau ont été rapportés ; principalement le manque de COGES, ainsi que des heures d'ouverture insuffisantes. La localité manque aussi d'un service spécialisé et d'un technicien pour la maintenance des points d'eau.

# Cartographie des services - Caractéristiques des points d'eau



# Cartographie des services - Usage des points d'eau



## HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Gambo compte **3 blocs de latrines communautaires**, qui se situent dans l'hôpital secondaire de Gambo, au marché central et au marché SOCADA. **2/3** blocs sont pleinement fonctionnels et **1/3** (les latrines du marché central) sont partiellement fonctionnels depuis 6 mois, à cause de besoin de nettoyage.

Tous les blocs de latrines sont construits en dur avec une porte. Cependant, au petit marché et à l'hôpital, certaines latrines ne sont pas verrouillées.



nombre de blocs de latrines qui sont séparés par genre

3,0

nombre moyen de latrines pour les hommes

2,3

nombre moyen de latrines pour les femmes



nombre de blocs de latrines qui disposent d'un COGES



nombre de blocs de latrines qui disposent d'un dispositif de lavage des mains

Seules les latrines de l'hôpital ne disposent pas d'un dispositif de lavage des mains.

L'accès aux latrines du marché SOCADA est **payant**, au prix de 25 XAF par utilisation. Les deux autres blocs de latrines sont **gratuits**.

Quelques ménages à Gambo disposent de **latrines privées**, mais les groupes de discussion ont confié que ces latrines ne sont que des trous sans infrastructure.

## PRINCIPALES CONTRAINTES EXPRIMÉES PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICE :



Manque de matériel



Non-respect des règles d'utilisation de la part des usagers



Manque de ressources financières et moyens pour la maintenance

## PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS

Les membres de la communauté interrogés ont déploré **l'insalubrité des latrines communautaires**. Ceci est dû à un manque d'entretien des latrines, un manque de matériel pour l'assainissement, et un manque de sensibilisation à l'hygiène pour la population.

Il y a également une **insuffisance de latrines publiques et privées** dans la localité : les latrines privées sont souvent utilisées par plusieurs ménages voisins, et beaucoup d'habitants pratiquent la défécation à l'air libre.

De plus, les groupes de discussion ont rapporté **un manque de moyens pour construire des latrines privées** : en particulier un manque de moyens financiers pour payer la main-d'œuvre, et un manque de matériaux de construction dans la localité.

## ASSAINISSEMENT PUBLIC

Il n'y a **aucun personnel de voirie** à la Mairie de Gambo. Dans ces circonstances, toute **la communauté s'engage** aux travaux d'assainissement et au nettoyage des lieux publics comme les bâtiments institutionnels, les centres de santé et les écoles.

Ces activités sont organisées principalement par les **autorités institutionnelles** : le sous-préfet, le maire et les chefs locaux. Il y a aussi une organisation de la société civile, **Zi Zende**, dédiée à la promotion de l'hygiène. **L'association de la jeunesse** est également impliquée dans l'organisation de ces activités.

<sup>8</sup> Les constructions étaient en cours lors de la collecte de données.



## ÉDUCATION

Gambo compte **3 écoles fonctionnelles** : 2 établissements sont des écoles publiques et un autre est une école religieuse de l'Enseignement catholique associé de Centrafrique (ECAC). L'école ECAC et l'École sous-préfectorale mixte sont de type Fondamental 1 (F1) et le Collège d'enseignement général est de Fondamental 2 (F2)<sup>11</sup>.

L'école Manza (F1) se trouve dans la localité mais elle **n'est plus fonctionnelle** à cause d'un manque d'enseignants et du non-paiement des salaires. Quelques écoles dans les villages périphériques auraient également fermé récemment selon les gestionnaires de services et les groupes de discussion.



Nombre d'écoles disposant d'un bâtiment durable



Nombre d'écoles disposant de latrines



Nombre d'écoles disposant d'un point d'eau

Le **collège de Gambo** était en construction au moment du diagnostic AGORA. Il occupe une partie des salles de l'école sous-préfectorale en attendant la fin de la construction.

**48,7** nombre d'élèves par salle de classe dans les écoles publiques de Gambo<sup>12</sup>




Les deux écoles du niveau fondamental 1 ont vu une **augmentation du nombre d'élèves** à cause de l'augmentation de la population et de la fermeture des autres écoles. Pourtant, le gestionnaire du collège a confié que le nombre d'élèves y a un peu **diminué** parce que beaucoup de jeunes sont enrôlés dans les groupes armés.

Toutes les 3 écoles sont **payantes** : le coût d'une année scolaire varie entre **1200 XAF** pour l'école sous-préfectorale mixte, **7500 XAF** pour le collège et **12 750 XAF** pour l'école ECAC.

**0,7** nombre moyen d'enseignants qualifiés par école, contre 5 maître-parents<sup>13</sup>

Le collège d'enseignement général ne dispose d'**aucun enseignant qualifié**. Selon la majorité des gestionnaires des services, les enseignants et maître-parents ont un niveau de formation satisfaisant mais ils auraient besoin d'un renforcement des capacités.

### PRINCIPALES CONTRAINTES EXPRIMÉES PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICE :

-  Manque d'enseignants qualifiés
-  Manque de matériels pédagogiques et d'équipements de base (bancs, chaises, tableaux)
-  Manque de ressources financières

### PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS

La communauté a rapporté un **manque d'enseignants qualifiés**, à cause de l'insécurité dans la zone et du non-paiement de salaires. Par conséquent, il n'est pas possible d'enseigner toutes les matières dans les écoles publiques, les participants aux groupes de discussion citant en particulier le manque de cours d'anglais, de mathématiques, de physique, et d'éducation physique et sportive. Il y également une **insuffisance d'infrastructures scolaires** : de salles de classe, table-bancs et matériels scolaires.

Deuxièmement, les habitants de Gambo manquent de **moyens financiers** pour payer les frais d'inscription des élèves.

De plus, les enfants rencontrent des **barrières sur le trajet** pour venir à l'école. En effet, pour les élèves qui viennent des villages sur les axes, le parcours peut prendre plus d'une heure de temps. Ce long parcours est particulièrement difficile pendant la saison pluvieuse car les enfants n'ont pas de sacs pour protéger leurs cahiers, et ils peuvent tomber malades à cause de la pluie. L'insécurité liée à la criminalité sur la route est aussi une barrière pour le parcours vers l'école.

Outre le parcours vers l'école, **l'insécurité** dans la zone peut empêcher l'accès à l'éducation parce qu'en cas des rumeurs de l'insécurité dans la localité, les enfants sont renvoyés chez eux par le personnel de l'école.

Finalement, les groupes de discussion ont rapporté des **barrières d'accès spécifiques aux filles** : elles doivent arrêter les études si elles tombent enceintes, et il existe des cas de harcèlement sexuel sur les filles lors du parcours vers l'école.

<sup>11</sup> La structure globale du système éducatif centrafricain, comprend les niveaux suivants : 3 ans préscolaires, 6 ans pour l'éducation primaire ou Fondamental 1 (F1), quatre ans pour le premier cycle l'éducation secondaire ou Fondamental 2 (F2), trois ans pour le second cycle de l'éducation secondaire, et quatre dernières années pour l'éducation supérieure. (Cluster Education, *Stratégie Cluster Education République Centrafricaine*, 2019-2021).

<sup>12</sup> Le nombre moyen d'élèves par salle de classe est 45,3 quand toutes les écoles de Gambo, privées et publiques, sont comptées.

<sup>13</sup> Les maître-parents sont les enseignants pris en charge par la communauté pour compenser l'absence des enseignants titulaires. Ils sont souvent peu formés. (Cluster Education, *Stratégie Cluster Education République Centrafricaine*, 2019-2021).

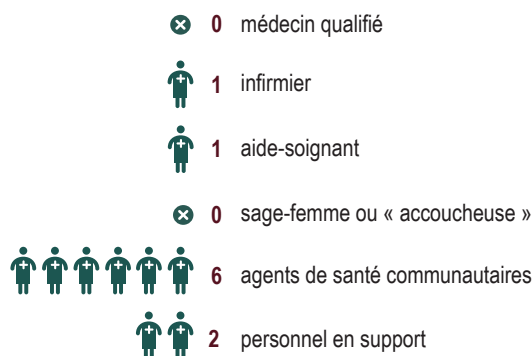
## SANTÉ

Gambo compte **1 hôpital secondaire** et **1 poste de santé**, qui sont fonctionnels, bien qu'ils aient connu des dégâts dans les deux dernières années.

L'hôpital peut accueillir **30** patients par jour alors que le poste de santé peut en accueillir **15**. Selon leurs gestionnaires, la fréquentation de l'hôpital correspond à ses capacités, alors que le poste de santé est fortement surutilisé suite à une augmentation récente du nombre de patients. Cette hausse de la fréquentation est surtout due à l'augmentation de la population d'après le questionnaire du poste de santé.

Les deux structures sanitaires disposent de **latrines** mais pas d'un **point d'eau** pleinement fonctionnel<sup>14</sup>. Aucune des deux structures sanitaires ne dispose d'une **ambulance** ni d'un accès fiable à **l'électricité** ; l'hôpital dispose d'un générateur mais il tombe régulièrement en panne.

Parmi les 10 personnels sanitaires à Gambo il y a :



La plupart du personnel ci-dessus est affecté à l'hôpital secondaire de Gambo : le poste de santé ne dispose que de 2 agents de santé communautaires. Les deux structures sanitaires sont gérées par un **COGES**.

## PRINCIPALES CONTRAINTES EXPRIMÉES PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICE :



Manque de personnel qualifié



Manque et mauvaise qualité de médicaments, et concurrence des « médicaments de rue »



Manque de ressources financières

## PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS

Les participants aux groupes de discussion ont rapporté un **manque de personnel qualifié** aux structures sanitaires de la ville, en particulier un manque d'infirmiers qualifiés et de personnel d'accueil. Selon eux il y a aussi une mauvaise qualité de traitement par le personnel existant.

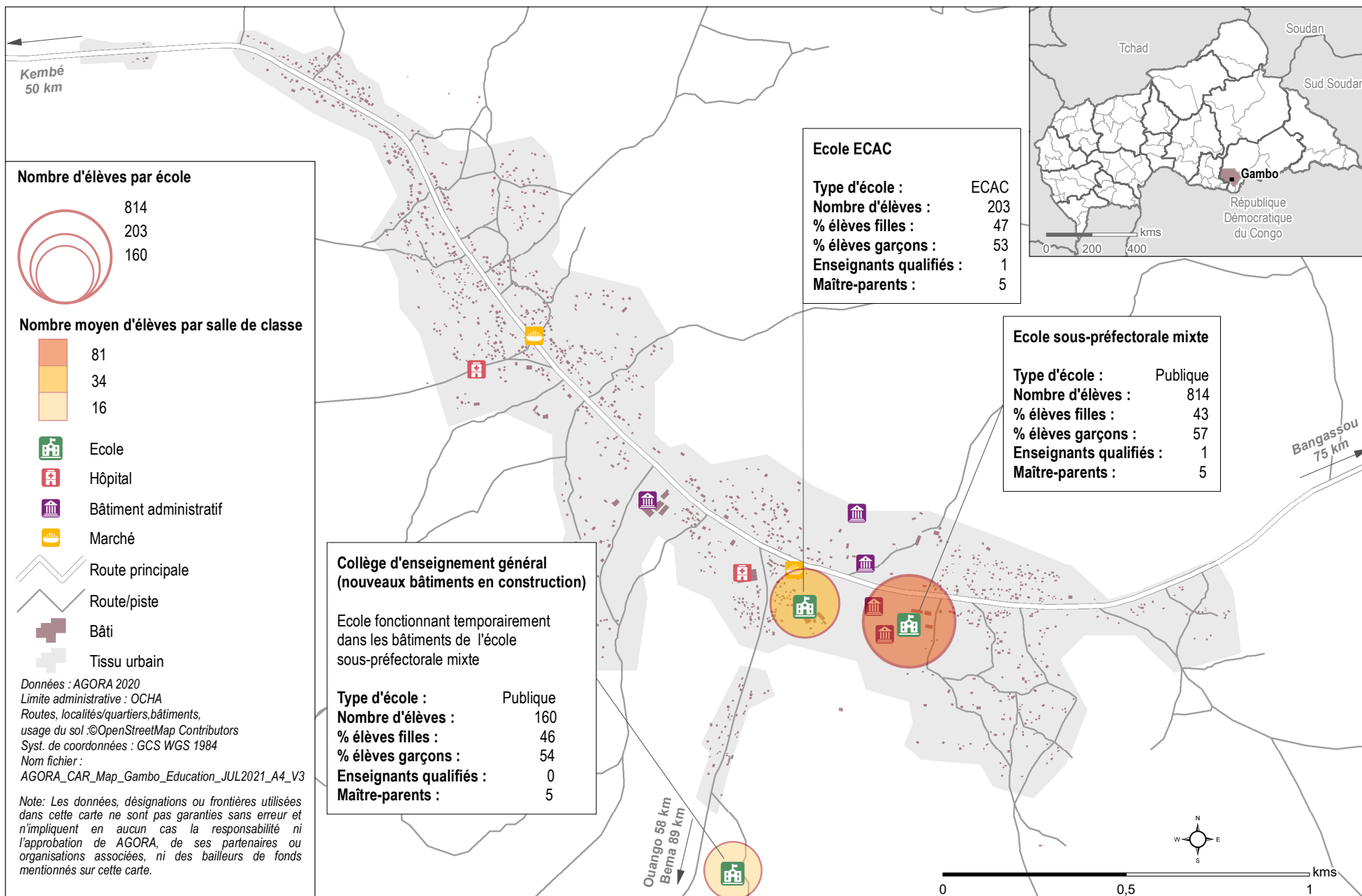
En plus, selon les habitants de Gambo, les **infrastructures sanitaires manquent de nombreux facilités** : il y a une insuffisance de lits par rapport au nombre de patients, un manque de blocs séparés pour les soins différents, un manque d'eau potable, un manque d'électricité, et une absence d'ambulance.

Les structures sanitaires manquent également de **médicaments et d'équipements de soin** à cause de pillage et destruction pendant le conflit, et du détournement de médicaments pour la revente sur le marché.

Finalement, les habitants de Gambo ont rapporté qu'ils manquent de **moyens financiers** pour accéder aux services sanitaires, entre autres pour payer la consultation et les médicaments, et ainsi que de moyens de transport pour se rendre à l'hôpital. Des cas de décès ou des accouchements sur la route ont été rapportés.

<sup>14</sup> Il y a un point d'eau à côté de l'hôpital, construit avec le soutien du COGES de l'hôpital. Pourtant, au moment de l'enquête AGORA ce point d'eau était endommagé.

# Cartographie des services - Éducation et santé



## Filières économiques

### AGRICULTURE

Sur le plan agro-écologique, Gambo se trouve dans la zone forestière de la région agricole No 6 du pays<sup>15</sup>. Le climat y est favorable à une large variété de cultures, dont les principales sont **d'arachide, de riz, de maïs, de taro, de banane plantain, de courge, d'igname et de légumes** selon les acteurs économiques de la ville. Dans le passé, les cultures de rente de **café et coton** étaient pratiquées. La culture de coton n'existe plus depuis 40 ans, et la culture de café s'est terminée il y a 4 ans selon un groupe de discussion.

Selon les autorités locales et les acteurs économiques, **l'agriculture est la principale activité économique** à Gambo. L'agriculture est pratiquée par toute la population sans distinction de genre ou d'ethnie, et c'est la filière qui fournit le plus d'emplois, particulièrement pour le débroussaillage et le labour de champs pendant la période de semence.

La production agricole est consommée par les producteurs eux-mêmes, vendue localement, ou dans les villes proches comme Pombolo, Bangassou, Ouango, Kembé, et Bema. Selon les acteurs économiques, la demande pour les produits agricoles est élevée, mais la concurrence pour la vente est également importante en raison du nombre élevé d'habitants qui produisent pour leur propre consommation.

Selon les acteurs économiques, les agriculteurs s'approvisionnent une fois par an, pendant la période de récolte en juin. Ils s'approvisionnent en outils de travail dans les villes de Bema, Ouango, et Bangassou et en RDC, tandis que les semences

s'acquièrent localement, à Bema ou dans les villages vers le fleuve Banga. Ils rapportent des **difficultés pour se procurer des semences pendant la saison sèche**.

Le **manioc** a été souvent rapporté comme étant la principale production des agriculteurs de Gambo. Pourtant, le manioc et d'autres racines (taro, igname, patate) épuisent très vite le sol des zones Sud-Est et demandent beaucoup d'intrants<sup>16</sup>. Cette dépendance à la production de racines peut expliquer la **mauvaise productivité du sol** qui a été rapportée par les acteurs économiques, et la perception d'un manque d'engrais pour le traiter.

Outre le **manque d'engrais**, les producteurs ont évoqué un **manque d'outils** de travail (faucille, machette, pousse, bêche, botte, et fût). Ils ont également rapporté que la **mauvaise qualité de semences** et le **manque de techniciens** agricoles est une barrière principale au développement de la filière de l'agriculture au niveau locale.

De plus, les acteurs économiques ont rapporté que les **aléas naturels** dérangent la production agricole. D'abord, il y a les maladies phytosanitaires, dont la communauté a rapporté ne disposant pas des connaissances pour les identifier et les traiter. Il y a aussi la destruction des cultures par des insectes ravageurs : les membres de la communauté ont mentionné en particulier la destruction du manioc pendant le mois de juin. Un groupe d'acteurs économiques et un producteur ont aussi rapporté la perturbation climatique et le manque de précipitations comme faisant partie des aléas naturels qui dérangent la production agricole<sup>17</sup>.

Le tableau ci-dessous présente l'analyse FFOM<sup>18</sup> de la filière agricole à Gambo :

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
<p>Forte demande de main d'œuvre. Source d'emploi locale.</p> <p>Forte demande locale pour produits.</p> <p>Histoire de travail en groupement.</p>	<p>Enclavement de la zone.</p> <p>Manque d'outils et d'expertise technique.</p> <p>Mauvaise qualité du sol et des semences.</p>	<p>Redynamiser les groupements et associations agricoles.</p> <p>Redynamiser la culture de rente de café.</p> <p>Construction d'un dépôt et une aire à séchage.</p> <p>Réhabilitation des routes pour faciliter l'export de produits.</p>	<p>Insécurité.</p> <p>Aléas naturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>maladies des plantes</li> <li>insectes ravageuses</li> <li>dérangement du calendrier agricole.</li> </ul>

<sup>15</sup> Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Programme de développement agricole de la Région n°6*, 2016.

<sup>16</sup> Entretien avec un chef de projet de sécurité alimentaire ACTED, novembre 2020.

<sup>17</sup> En Afrique centrale, les variations climatiques de plus en plus extrêmes font peser un risque d'insécurité alimentaire accru. Voir : Climate and Development Knowledge Network, *The IPCC's Special Report on Climate Change and Land: What's in it for Africa?*, 2019.

<sup>18</sup> Les faiblesses, forces, opportunités et menaces ont été identifiées par les personnes ressources rencontrées pour échanger sur les secteurs économiques clés de la ville de Gambo.

## AGRICULTURE

Finalement, les répondants ont décrit les **barrières liées à l'enclavement de la zone** dû au mauvais état des routes et à l'insécurité. Cet enclavement rend les denrées agricoles plus chères, et l'export des produits agricoles hors de la ville plus difficile.

La filière agricole est **organisée en groupements** mais un IC a confié que depuis 2017, beaucoup de groupements agricoles sont devenus inactifs à cause de l'insécurité. Les groupements d'agriculteurs actifs à Gambo s'acquittent de frais d'adhésion d'entre 100 et 250 XAF par personne. Outre le travail en groupement, ils fournissent de l'aide sociale aux vulnérables dans la communauté et ils pratiquent des activités génératrices de revenus pour financer les activités de l'association.

**L'ACDA n'est pas présente à Gambo.**

## ÉLEVAGE

A Gambo, les éleveurs pratiquent le petit élevage domestique de **cabri, porc, canard, bœuf, poulet et mouton**. Toute la population pratique l'élevage d'après les acteurs économiques, sans distinction d'origine ethnique ou de genre.

Les zones de pâturage bovin existent, mais le **grand élevage bovin n'est pas pratiqué** à Gambo depuis l'insécurité de 2017. Quelques IC ont confié que la majorité de l'élevage à Gambo est limitée aux parcelles privées à cause des cas de vol des bêtes.

Selon les groupes de discussion avec des acteurs économiques, la demande pour les produits de l'élevage et la concurrence entre les éleveurs sont élevées. Selon les éleveurs, la demande pour les poulets et les caprins est la plus importante. Cependant,

le poulet (même s'il est fortement demandé) et les canards sont les produits qui apportent les revenus les plus bas.

Les produits d'élevage sont consommés et vendus localement, dans les villages aux alentours de Gambo, et à Bangassou, Pombolo, Dimbi, et Bema. Les éleveurs s'approvisionnent en intrants dans les petits villages autour de Gambo, dans les villes de Toika et Gando, et en RDC.

Une principale difficulté rencontrée par les éleveurs de Gambo est la **santé animale**. Effectivement, les acteurs économiques ont rapporté que des maladies affectent les bêtes pendant la saison pluvieuse. De plus, il n'y a aucun service vétérinaire, ni produit de soin disponible localement pour le bétail.

Il y a aussi une **insuffisance d'intrants** pour la filière, particulièrement en termes de bêtes elles-mêmes. Un éleveur a confié que la volonté locale de développer l'élevage bovin est présente, mais il y a un manque de moyens financiers pour s'approvisionner en bétail.

Finalement, plusieurs producteurs ont évoqué le **manque d'enclos** pour le bétail et le manque de moyens financiers pour les construire. Par ailleurs, un groupe de discussion avec les acteurs économiques a noté que la construction des enclos peut être une source d'emplois dans la localité.

Les **groupements d'éleveurs** à Gambo sont bien développés avec des frais d'adhésion entre 250 et 500 XAF par personne. Ces groupements pratiquent des activités génératrices de revenus pour financer l'assistance sociale aux membres, et un IC a rapporté que ces groupements constituent une partie importante du système d'épargne dans la communauté.

**L'ANDE n'est pas présent à Gambo.**

Le tableau ci-dessous présente l'analyse FFOM de la filière élevage à Gambo :

### FORCES

Organisé en groupement, système d'épargne.

Forte demande pour les produits.

### FAIBLESSES

Enclavement de la zone.

Manque de soins vétérinaires.

### OPPORTUNITÉS

Affectation de personnel de l'ANDE.

Etablissement d'une pharmacie vétérinaire.

Formation des éleveurs sur l'agropastoralisme, l'AGR, et la gestion de revenus.

### MENACES

Maladies affectant les bêtes.

Vols de bêtes.

## PÊCHE

Selon les acteurs économiques, les principaux produits de la pêche à Gambo sont des **poissons courants, mbotto, cellule, et tilapia**, et les pêcheurs vendent les poissons **frais et fumés**. Le poisson fumé est plus rentable que le poisson frais, et la transformation du poisson frais en fumé a été rapportée comme étant une source d'emplois dans la filière.

Les produits de la filière sont consommés et vendus localement et dans les villes aux alentours (Pombolo, Bema, Kembé et Bangassou). Toute la population pratique la pêche sans distinction ethnique : pourtant les femmes pratiquent la pêche seulement pendant la saison sèche, tandis que les hommes la pratiquent toute l'année. D'après les IC, la demande en produits de la pêche et la concurrence entre les pêcheurs sont élevées.

Les pêcheurs s'approvisionnent en premiers intrants sur les cours d'eau et dans les villages aux alentours de la ville, ou à Bema et en RDC. Cet approvisionnement a lieu deux fois par an, en avril et en décembre.

En parlant des barrières au développement de la pêche, les acteurs économiques ont évoqué le **manque d'outils** de travail qui ne sont pas disponibles localement, en particulier l'hameçon et le filet.

Une autre barrière serait l'enclavement de la zone : un pêcheur a rapporté que la demande pour les produits de la pêche était plus élevée hors de la ville que localement, mais le mauvais état des routes et le manque de moyens de transport **empêche l'export des produits**.

Les IC ont rapporté que les activités de la pêche varient entre les saisons. La **hausse de niveau du fleuve** pendant la saison pluvieuse rend la pêche plus difficile.

Il y a une **association de pêcheurs** à Gambo : les pêcheurs doivent payer des frais d'adhésion, et posséder quelques équipements (pirogue, pagaie, hache, hameçon) pour en faire partie. L'association pratique des activités génératrices de revenus pour financer les outils de travail.

Le tableau ci-dessous présente l'analyse FFOM de la filière de la pêche à Gambo :

### FORCES

Structuration en groupement.  
Forte demande pour les produits (surtout hors de la ville).

### FAIBLESSES

Enclavement de la zone.  
Mauvais approvisionnement local des outils de travail.

### OPPORTUNITÉS

Développement de la pisciculture.  
Réhabilitation des routes.  
Approvisionnement des congélateurs pour préserver les poissons frais.

### MENACES

Variation selon les saisons.  
Insécurité.

## COMMERCE

Gambo compte **2 marchés**, fonctionnels **7 jours par semaine** et pendant toute l'année, même s'ils ne sont pas couverts. Les deux marchés manquent de bâtiments et d'autres infrastructures de base, selon les membres de la communauté interrogés.

Le **marché central** est ouvert le matin et le **marché SOCADA** le soir. Selon les groupes de discussion communautaires, le petit marché SOCADA est plus animé et mieux approvisionné que le marché central, tandis que le marché central ne fonctionne pas normalement depuis la crise de 2017.

**Le commerce semble relativement moins développé** à Gambo : il est souvent pratiqué comme une activité secondaire à côté des activités productives comme l'agriculture, l'élevage et la pêche. Ceci pourrait expliquer le faible fonctionnement des marchés dans la ville. De plus, le commerce diminue particulièrement lors des périodes de travaux champêtres.

On peut trouver des **produits alimentaires et non-alimentaires, des semences, des médicaments et du matériel scolaire** sur les marchés de Gambo, selon les IC enquêtés. Les matériels hygiéniques comme le seau, savon, théière, eau de Javel sont difficilement trouvables sur les marchés de Gambo, tandis que **certains matériaux de construction (le sable, le gravier, les briques, les cailloux, les planches et le moellon) sont disponibles pour achat localement.**

**Il n'y a aucun grossiste à Gambo.** Pour les biens alimentaires et non alimentaires qui ne sont pas produits dans la localité, les commerçants s'approvisionnent plusieurs fois par mois dans les villes proches comme Bema mais aussi en RDC. Ils s'approvisionnent également à Bangui une fois par an, en octobre.

### PRINCIPALES CONTRAINTES EXPRIMÉES PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICE :



Manque de ressources financières



Manque de sécurité sur les axes

Les deux marchés sont gérés par la mairie. En principe, les commerçants de Gambo paient deux **taxes** à la mairie : 50 XAF par jour pour l'emplacement sur le marché et une autre 50 XAF par jour pour ceux qui vendent des produits crus. Les groupes de discussion communautaires ont confié qu'en pratique la mairie ne collecte pas de taxes à Gambo.

Les commerçants paient aussi des **frais aux transporteurs** de 15 000 XAF par livraison. Un commerçant a rapporté que les commerçants doivent payer les **taxes aux barrières** qui sont érigées sur les axes autour de Gambo.

Il y a plusieurs **associations de commerçants** à Gambo. Ils ont des droits d'adhésion et leurs principales activités sont les AGR en groupe et l'épargne communale pour aider les membres en cas de besoin.

### PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS

Les membres de la communauté interrogés ont déploré l'insuffisance et la mauvaise qualité des produits alimentaires et non alimentaires vendus sur les deux marchés de Gambo. Un groupe a ajouté qu'il y avait pas assez de commerçants sur le marché pour approvisionner toute la ville. En alternative, la communauté se rend sur les marchés des villes voisines ou achètent aux commerçants ambulants. De plus, les habitants de Gambo consomment souvent les produits qu'ils ont produits eux-mêmes.

Les membres de la communauté rapportent également que le prix sur les marchés est élevé, ce qui est exacerbé par un manque général de moyens financiers parmi la population, en raison de la faiblesse de l'économie locale.

D'une manière plus générale, les répondants dans la ville de Gambo ont décrit une situation de stagnation économique due à l'enclavement de la zone. Cette enclavement serait dû à trois principaux facteurs : le mauvais état des routes, l'insécurité dans la localité et l'absence de réseau téléphonique.

L'ensemble de ces facteurs entraînent une diminution d'échanges économiques avec les autres localités : selon les IC, les grossistes et transporteurs des autres localités viennent moins souvent et demandent des frais élevés pour convoier les biens. Les commerçants de Gambo, quant à eux, ont des difficultés à voyager pour s'approvisionner eux-mêmes à cause du mauvais état des routes, du manque de véhicules dans la localité pour transporter, et des taxes demandées aux barrières exigées sur les axes.

Par conséquent, la population dépend plus des activités de production de base comme l'agriculture, l'élevage et la pêche. Ces activités de production sont également freinées par l'enclavement car leurs intrants sont moins disponibles et plus chers. En plus, les producteurs de la ville rencontrent des problèmes pour exporter leurs produits à cause de l'enclavement, et donc ils produisent pour leur propre consommation. La production de subsistance augmente aussi à cause des prix élevés sur les marchés, causés par les frais élevés de transport et l'insuffisance des biens importés.

Pour redynamiser l'économie, les IC ont évoqué l'opportunité de lancer des activités de **couture**, de **mécanique** et de **menuiserie** qui, actuellement, n'existent pas dans la localité.

## AUTRES ACTIVITÉS

### EXPLOITATION MINIÈRE

Il semble que la population de Gambo soit fortement engagée dans l'exploitation minière d'or et diamant. L'exploitation minière a même été citée comme deuxième ou troisième activité économique de la ville par plusieurs IC.

Les produits miniers sont vendus hors de la localité seulement, dans les villes de Bangassou, Pombolo, Dimbi, Bema, Bambari et Bangui. La demande de ces produits a été rapportée moyenne par les groupes de discussion économiques, alors que la concurrence entre les nombreux mineurs a été rapportée élevée.

L'exploitation minière a également été citée comme la deuxième source d'emplois dans la localité par les groupes de discussion économiques. Les hommes, ainsi que les femmes, sont impliqués dans l'exploitation minière : les hommes comme mineurs et les femmes comme aides. Le travail dans les mines peut commencer dès l'âge de 12 ans, d'après les acteurs économiques.

La filière est organisée en plusieurs groupements, chacun avec un patron qui achète les produits de son groupement pour les revendre à l'extérieur de la ville. Il n'y a pas de frais d'adhésion, et les mineurs doivent seulement se proposer au patron pour devenir membre d'un des groupements. Ensuite le mineur aura une « carte d'adhésion » pour montrer qu'il est membre de tel groupe avec tel patron.

L'exploitation minière était contrôlée par le DR des mines (basé à Bangassou) au moment de l'enquête. Bien que les visites du DR se soient arrêtées après la crise de 2017, les représentants du DR restent dans la ville pour superviser les activités.

### CHASSE

Selon un IC, la population de Gambo pratique librement la chasse, y compris des caïmans. L'activité est pratiquée sans distinction de l'origine ethnique, de manière individuelle, et exclusivement par les hommes.

Les produits de la chasse sont consommés et vendus, localement ainsi que dans les villes aux alentours de Gambo. Les chasseurs s'approvisionnent en outils et premiers intrants à Bema et en RDC.

Selon un IC, il y aurait besoin de réglementer la chasse à Gambo pour laisser les populations de gibier se renouveler. Un chasseur a rapporté que les chasseurs de Gambo ont besoin également de la formation sur le respect de l'environnement. Au moment de l'enquête, le service des eaux et forêts n'avait pas une présence à Gambo, et la filière n'était pas structurée en groupements.

Finalement, selon un chasseur, il y a beaucoup d'insécurité dans les zones de chasse et les chasseurs étaient souvent agressés par des bandits.



## Gouvernance locale

### REPRÉSENTATION

Le maire semble être l'autorité avec laquelle la population communique le plus souvent, et peut être contacté directement par la soumission d'une plainte pour les questions litigieuses, ou *via* les chefs de quartier pour les questions concernant les services de base. Il peut être contacté également lors des réunions régulières qu'il tient avec les leaders communautaires. Il arrive que les membres de la communauté eux-mêmes organisent des réunions où le maire est invité. Le maire, quant à lui, communique avec la population *via* ces réunions ou *via* les notes circulaires.

Le sous-préfet a également été rapporté comme ayant beaucoup de contacts avec les habitants de Gambo. La population doit d'abord passer par une correspondance au maire pour le solliciter, et il transmet des messages vers la population *via* la mairie, l'association de la jeunesse et l'OFCA. La communication entre le maire et sous-préfet et la population concernent des sujets tels que la paix et la sécurité, la gestion administrative (ex. le loyer, l'état civile) et le développement socioéconomique de la localité.

Les membres de la communauté rencontrés ont rapporté qu'ils communiquent également avec les chefs de quartier et de groupements, le président de la jeunesse et l'OFCA. Les habitants leur communiquent des informations sur les litiges, la gestion de groupements économiques et les activités communes d'assainissement de la ville. Les habitants peuvent aller directement parler avec ces acteurs, qui communiquent ensuite avec la population *via* les réunions, les notes circulaires ou la sensibilisation<sup>21</sup>. Ces leaders communautaires et organisations de la société civile ont rapporté également qu'ils ont des communication directes et fréquentes avec les autorités communales, sous-préfectorales et préfectorales.

Tous les groupes de discussion ont été unanimes sur le fait que le sous-préfet est l'acteur local qui dispose le plus de la confiance de la population. Ceci serait grâce à ses efforts pour établir et maintenir la paix dans la ville.

### JUSTICE ET COHÉSION SOCIALE

Les membres de la communauté rencontrés jugent que la cohésion sociale à Gambo est « bonne » ou « excellente » en citant en particulier la cohabitation des différentes religions dans la ville. La plupart des autorités locales jugent elles aussi qu'il n'y a pas de tensions communautaires. Les autorités qui ont relevé des tensions citent les litiges fonciers et quelques disputes latentes entre les différentes ethnies et communautés religieuses. A noter qu'au moment de l'enquête, la mosquée de Gambo restait détruite. Selon les membres de la communauté interrogés, les conflits sociocommunautaires sont gérés par les acteurs institutionnels i.e. le maire, le sous-préfet et les chefs locaux.

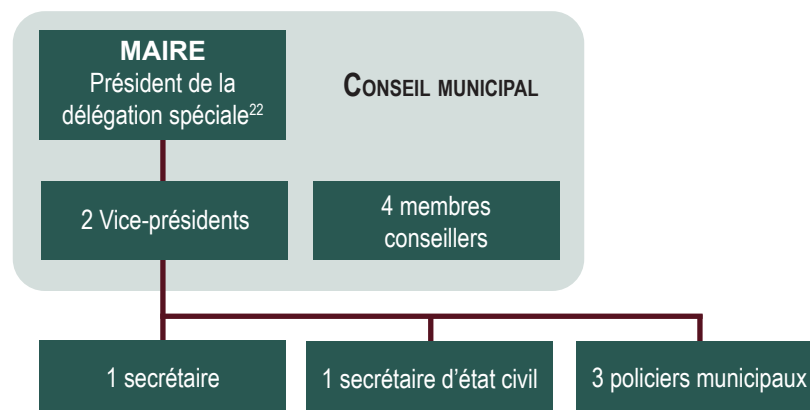
Il y a un tribunal coutumier à Gambo qui comprend le comité de sages, les conseillers municipaux, les chefs locaux et le sultan. Le tribunal coutumier peut gérer les litiges familiaux, les cas de violence basés sur le genre (VBG), les cas de vols et les litiges fonciers. Il existe aussi une plateforme *ad hoc* dédiée à la gestion des conflits sur l'accès au terre. Cette plateforme est constituée des autorités institutionnelles, des leaders communautaires et des leaders religieux, ainsi que les représentants des services déconcentrés de l'agriculture et de l'élevage (basés à Bangassou). Selon les autorités locales tous les litiges à Gambo sont réglés à l'amiable, ce qui inclut parfois le paiement des amendes. Les membres de la communauté rencontrés ont rapporté être satisfaits de la gestion des conflits à Gambo. Une autorité locale a souligné que la pratique de la justice est difficile en raison de l'absence d'une maison d'arrêt.

Il y a un CLPR à Gambo, créé par le service des affaires sociales avec le soutien de la MINUSCA. Les leaders communautaires, le comité des sages, le sultan, les autorités institutionnelles et leaders religieux en font partie. Selon les autorités locales interrogées, le rôle principal du comité est la sensibilisation de la population sur la paix et la cohésion sociale. Il peut aussi faire la médiation des conflits entre des différentes communautés dans la zone.

Les groupes de discussion communautaires ont rapporté que les activités qui favorisent la cohésion sociale à Gambo sont celles qui rassemblent la totalité de la communauté : en particulier les travaux communs pour le nettoyage de la ville, la production économique en groupement, et les activités sportives. Ces activités sont organisées par le maire, le sous-préfet, l'association de la jeunesse, l'OFCA et l'association Zi Zende.

<sup>13</sup> Les autres enquêtes AGORA dans le Sud-Est ont fait ressortir que le principal moyen de la sensibilisation communautaire serait les crieurs.

## Diagnostic institutionnel



Le conseil municipal de Gambo a été renouvelé en mars 2021 et se réunit une fois par an. Les principales activités du conseil sont l'élaboration du budget communal, la gestion administrative des fonctionnaires de la mairie, et la gestion des recettes (la collection des taxes au niveau de la gare routière, sur la vente d'alcool et de viande boucanée et sur les kiosques de commerçants). Le dernier budget communal remonte au 5 août 2020.

Le personnel de la mairie compte 1 secrétaire, 1 secrétaire de l'état civil, et 3 policiers municipaux<sup>23</sup>. Un agent spécial<sup>24</sup> est également affecté mais n'est pas présent sur place car il assure l'intérim du délégué financier du conseil dans une autre localité. Le représentant de la mairie a estimé que les personnels de la mairie sont en poste depuis plus de 10 ans en moyenne. Les salaires du personnel sont payés à partir des recettes de la mairie et des subventions de l'Etat. Le représentant de la mairie a confié que le personnel ne reçoit pas leur salaire régulièrement. En principe, les ressources financières de la mairie sont les

subventions de l'Etat et les différentes taxes municipales dont les taxes sur les activités économiques (exploitation minière, exploitation de poivre sauvage, revenus sur les marchés), les taxes d'assainissement, les taxes de stationnement des véhicules, les frais de l'état civil, les frais des affaires communales et conciliation, les quotes-parts des amendes pris par la gendarmerie et le service des eaux et forêts. Ces taxes devraient être collectées par les policiers municipaux. Au moment de l'enquête, les groupes de discussion ont confié que la mairie ne collecte aucune taxe : selon le représentant de la mairie, cette diminution des recettes de la commune serait due à la baisse des activités économiques, notamment au marché et à la gare routière.

Les principales dépenses communales sont les salaires du personnel, les indemnités des autorités locales, et la construction et réhabilitation des infrastructures. La mairie souhaite financer aussi l'affectation du personnel sanitaire, un service des affaires

La nouvelle loi n° 20-008, datant d'avril 2020, définit le nouveau cadre de la décentralisation en République centrafricaine. Les collectivités territoriales ont toujours pour mission d'administrer et aménager leur territoire, d'encourager le développement économique, social et environnemental local. Elles doivent également disposer des forces publiques nécessaires pour le maintien de l'ordre.

En particulier, le statut des communes a été révisé. Contrairement à l'ordonnance 88, les communes n'ont plus le statut de délégations spéciales, mais disposent, dans les textes, d'une autonomie administrative et financière. Elles jouissent de compétences propres (voirie, assainissement public, gestion de l'Etat civil et du domaine, aide sociale et police communale) et partagées avec l'Etat central (précisées par décrets). Le maire et ses adjoints sont élus par et parmi les membres du conseil municipal, élus eux par la communauté au suffrage universel direct. Le nombre de conseillers municipaux est fixé par ladite loi, dépendamment du nombre d'habitants résidant dans la commune. Ils sont élus pour un mandat de 7 ans. Le nombre d'adjoints au maire dépend également de la taille de la commune (2 adjoints pour une commune de moins de 20 000 habitants). Le conseil municipal devrait se réunir en sessions ordinaires deux fois par an.

Les services déconcentrés de l'Etat assistent quant à eux les collectivités dans l'exercice de leurs missions, dans leurs domaines de compétences techniques respectifs. Les agents des services techniques sont placés sous l'autorité des directeurs de région.

<sup>22</sup> La loi 20-008 prévoit l'élection des maires mais en pratique, le gouvernement nomme des délégations spéciales avec à leur tête un ou une président(e) qui assure les fonctions de maire.

<sup>23</sup> Les policiers municipaux n'exerce aucun rôle sécuritaire dans la localité : leur principale activité serait la collecte des taxes sur les marchés.

<sup>24</sup> L'agent spécial est le représentant du trésor public dans la localité, chargé de la gestion des taxes locales.

sociales, et payer les maître-parents des écoles. La mairie a pu réaliser quelques projets de relèvement dans la localité : au moment de l'enquête, le bâtiment de la mairie était en cours de construction avec le soutien de l'ONG nationale Vision et Développement. De plus, le marché central a été réhabilité, mais le maire n'a pas encore pu élargir le marché ou créer de nouvelle infrastructure par manque de moyens financiers. Selon le représentant de la mairie, la mairie fournit des services d'hygiène dans la ville, mais la communauté ne semble pas satisfaite avec le fonctionnement de ce service.

Le bureau de la sous-préfecture est utilisé par le sous-préfet, son secrétaire et le service de secteur éducation de niveau F1 et alphabétisation. Le bureau prévu pour l'agent spécial (actuellement absent) se trouve également à la sous-préfecture. Les ressources financières de la sous-préfecture sont constituées par les subventions de l'Etat, versées de manière irrégulière. Les principales dépenses sont les fournitures de bureau, l'entretien du bureau et de la résidence du sous-préfet, et le carburant pour la moto du sous-préfet. Le représentant de la sous-préfecture a rapporté que le sous-préfet espère construire des résidences pour le sous-préfet, le secrétaire général, et les autres autorités administratives ; il souhaite également établir un réseau téléphonique et équiper le bureau de la sous-préfecture avec des moyens de communication comme le téléphone et la radio. Finalement, le sous-préfet aimerait faire venir du personnel qualifié dans la localité, et mettre en place des forces de sécurité.

## Autoévaluation des organisations de la société civile (OSC)

Les équipes AGORA ont utilisé une version adaptée et allégée de l'outil *Taking the Lead* développé par OXFAM, dans chacune des 21 localités ciblées. Dans le cadre de RELSUDE, *Taking the Lead* consiste en l'autodiagnostic des capacités des OSC. Les OSC sont identifiées à travers un appel à manifestation d'intérêt. Puis, sur la base d'une grille de critères élaborée avec OXFAM, entre 5 et 10 organisations sont conviées à un atelier pour autoévaluer leurs capacités techniques et organisationnelles, en tant qu'acteur de la ville. La méthodologie adoptée consiste en des groupes de discussion conduits par des animateurs sur la base d'un guide. La liste des critères comprend des aspects administratifs (statut officiel et règlement intérieur), techniques (domaines et approches d'intervention) et qualitatifs (perception de l'Organisation sur ses actions et impacts au niveau local). **L'analyse ci-dessous a été réalisée par OXFAM** sur la base des données collectées par AGORA auprès des OSC.



### Capacité organisationnelle et structurelle

Les OSC de la ville de Gambo n'ont pas su mener une réflexion globale autour de leur vision et mandat dans la perspective du relèvement local. Ainsi, ces OSC ne possèdent pas de capacités organisationnelles suffisantes pour le déploiement de leurs activités. La quasi-totalité des OSC de la ville de Gambo n'est ni en mesure de formaliser un plan d'action stratégique, ni capable de structurer le travail des équipes opérationnelles, en dépit de leur motivation. Aussi, la gouvernance de ces OSC n'a pas mis l'accent sur le développement des techniques de gestion des ressources humaines. S'agissant de la mise en place d'un espace de coordination des activités des OSC dans la localité de Gambo, force est de constater qu'aucune initiative de déploiement d'une instance de coordination n'est prise à ce jour. Cette absence de coordination génère souvent des tensions entre les OSC et les autorités locales.

### Capacité d'intervention

Les interventions réalisées par les OSC de la ville de Gambo répondent à une partie des besoins exprimés par les communautés. Cependant, ces OSC ne disposent pas de capacités de mobilisation de ressources financières et matérielles permettant la couverture des besoins en EHA et sécurité alimentaire. Sur le plan opérationnel, les différents programmes sont exécutés sans respecter la méthodologie de mise en œuvre de projets. Ainsi, cette pratique ne garantit pas l'efficacité des interventions. Toutefois, en dépit du contexte sécuritaire volatile, nous notons l'engouement constant des OSC à intervenir auprès des communautés. Précisons que certaines OSC bénéficient de l'aide technique ponctuelle de la part de leurs partenaires internationaux. Ce partenariat optimise leur capacités d'intervention et améliore leur qualité d'intervention et les résultats attendus.

### Redevabilité, autonomisation et participation citoyenne

La ville de Gambo ne dispose pas d'un espace de dialogue et de concertation entre les OSC et les autorités locales. De ce constat, de nombreux trafics d'influence et de conflits de compétence sont signalés entre ces deux entités. Quant à la redevabilité envers les communautés, les OSC organisent périodiquement des séances de reporting à leur attention. Si les OSC ne jouent pas pleinement leur rôle de contre-pouvoir, c'est par ce qu'elles n'ont pas encore bien cerné les enjeux autour de leur mandat.

### Besoin d'appui et d'accompagnement des OSC

L'auto-évaluation a permis aux OSC de la ville de Gambo d'identifier des besoins de renforcement sur les axes organisationnels, managériaux et opérationnels.

#### Axes prioritaires :

- Appui organisationnel et structurel : définition d'une politique et d'un manuel qualité, compréhension du rôle des OSC dans une perspective du relèvement local, sphère d'influence et parties prenantes, analyse des enjeux stratégiques.
- Gouvernance associative : vision, valeurs et mandat, planification stratégique, gestion financière, gestion de projet, gestion des ressources humaines.
- Gestion opérationnelle : planification opérationnelle, conception de tableau de bord, suivi-évaluation, monitoring, principes et normes humanitaires (approche, méthodes, outils), participation citoyenne et redevabilité (approche, méthodes, outils).

#### Axes secondaires :

- Développement local (Approche, Méthodes, outils).
- Recherche de financement.
- Communication institutionnelle.
- Sécurité alimentaire.
- EHA.

# Planification du relèvement

## GAMBO

*La priorisation des activités de relèvement s'est faite à deux échelles : inter et intra sectorielles. Par secteur, les priorités sont présentées dans l'ordre établi par les communautés au cours des ateliers de planification. Cet ordre ne correspond pas nécessairement à un ordre chronologique. Les « actions » mentionnées au sein de chaque priorité correspondent aux actions évoquées par la communauté pour atteindre un objectif, elles ne sont pas classées dans un ordre spécifique.*

# Eau, hygiène et assainissement



## ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Sous-préfet et maire**  
Suivi des projets et plaidoyer auprès des acteurs extérieurs.
- **Leaders communautaires**  
Sensibilisation de la population et suivi des projets.
- **COGES**  
Gestion des points d'eau et des latrines.
- **Chef d'antenne de l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANEA)**  
Basé à Bangassou. Conseil technique.
- **Directrice régionale n°6 du Développement de l'énergie et des ressources hydrauliques**  
Basée à Bangassou. Déploiement des agents de l'ANEA, supervision de la formation des COGES et artisans réparateurs.



## DOCUMENTATION

- Agence nationale de l'eau et de l'assainissement, *Normes et directives en matière d'eau et d'assainissement en milieu rural et semi-urbain*, 2013.
- Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et cluster, *Cadre stratégique opérationnel : Eau, hygiène et assainissement en situation d'urgence*, novembre 2020.
- Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et cluster EHA, *Bordereau des prix unitaires des ouvrages et activités en situation d'urgence*, septembre 2019.
- Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques, *Plan d'action 2020 de la Direction générale des ressources hydrauliques*.



## HISTORIQUE

- La Croix Rouge Centrafricaine (CRCA), avec les leaders communautaires, a mené des actions de sensibilisation sur l'hygiène en **2008**.
- ACTED a construit des points d'eau et des latrines familiales, et doté les kits d'hygiène aux COGES en **2018-2019**.
- Le MINUSCA (affaires civiles) qui mène les projets réguliers d'infrastructure dans la ville, est intervenue dans l'hygiène et l'assainissement en **2019-2020**.
- OXFAM réalise des évaluations pour soutenir le secteur jusqu'en **2022**.
- Les latrines communautaires existantes n'ont reçu aucune aide depuis leur construction, selon leurs gestionnaires.
- Selon les gestionnaires des points d'eau à Gambo, les projets passés des ONG internationales, à savoir la réhabilitation, la dotation de matériaux de construction et l'affectation des techniciens, n'ont pas eu d'impact durable.



## BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Recruter** la main d'œuvre locale et **acheter** les matériaux sur les marchés locaux si possible.
- **Eviter** le vol et détournement des dotations et de l'argent.
- **Collaborer** avec les autorités locales, la communauté et les leaders communautaires.
- **Assurer** une bonne qualité de prestation de service. Respecter les activités promises à la communauté. Selon certains participants aux ateliers de planification, des commandes de matériels auprès de la communauté n'ont pas été payées par les ONG.
- **Mettre en place** les comités de suivi des projets de relèvement.

## Eau

### PRIORITÉ 1 - Construire et améliorer des points d'eau



Court terme



Moyen terme



Long terme

Construire de nouveaux points d'eau

Réhabiliter les points d'eau existants

Aménager les sources et puits

Les lieux ayant le plus besoin de nouveaux forages seraient le gare routière, la sous-préfecture et les quartiers de Gbadji Bosso, Ganda kotti, Voulougba, Baguini, Mbango 1, Mbango 2, Mbrenga 1, Gambo Sambia, SOCADA et Gbougbourou. La communauté a spécifié que les nouveaux points d'eau devraient disposer d'un enclos, et de pompes à pied de préférence. Les ouvriers, le sable, les briques et le gravier sont disponibles sur place.

Concernant le recrutement local, les travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) ne pourraient être envisagés qu'avec la présence d'un technicien sur place pour la supervision.

Le point d'eau prioritaire pour la réhabilitation serait le point d'eau de l'hôpital (en particulier les pompes et les tuyaux). Pour les puits et sources à aménager, il s'agit de 2 à Gambo Sambia, 2 à Babala, 1 à Socada 1, 2 à Socada 2 et 5 à Mbrenga.

La communauté a rapporté que les points d'eau devraient être gérés par un COGES. Selon les normes de l'ANEA les COGES sont nécessaires pour chaque point d'eau : ils devraient être renouvelés chaque année par l'assemblée communale. L'assemblée communale doit notamment décider du prix d'utilisation des points d'eau. Un groupe de discussion a suggéré des frais mensuels de 250 XAF et un frais par 20L bidon de 10 XAF.

### PRIORITÉ 2 - Assurer la durabilité des points d'eau



Court terme



Moyen terme



Long terme

Sensibiliser la population

Former des gestionnaires

Doter les COGES en matériel de maintenance et de rechange

La population devrait être sensibilisée sur la bonne utilisation des points d'eau, et des règles d'hygiène.

Les gestionnaires devraient être formés sur les techniques de gestion. L'ANEA dispose de cadres pour former les gestionnaires, et le chef de l'antenne de l'ANEA la plus proche se trouve à Bangassou.

Un comité de suivi des matériels devrait être établi pour superviser l'utilisation des dotations. La communauté a identifié l'achat des matériaux au marché comme un moment propice au détournement des fonds, si l'achat est fait par des interlocuteurs et non par les ONG elles-mêmes.

## Hygiène et assainissement

### PRIORITÉ 1 - Construire des latrines communautaires



Court terme



Moyen terme



Long terme

Construire des latrines communautaires

Doter la communauté en matériels hygiéniques

Affecter un technicien pour maintenir les latrines

Mise en place des COGES

Selon la communauté, les lieux prioritaires sont quelques bâtiments publics, à savoir le stade, la gendarmerie et les églises. La communauté a également suggéré la construction de latrines dans le centre-ville, prioritairement dans les quartiers Mbrenge, Ngbadjibosso, Gambo Sambia, Baoule-Basso, Manza, et Voulogba. Les normes de l'ANEA prévoient des comités de gestion pour les latrines. Un atelier de planification a proposé la mise en place d'un comité de gestion par quartier.

Les répondants ont suggéré les blocs d'un bâtiment avec 4 portes pour les latrines communautaires. Les matériaux (sable, briques, gravier, planche, moellon) et les ouvriers sont disponibles localement. La communauté a souligné l'importance pour les ONG de vérifier elles-mêmes la qualité de matériels au moment de l'achat. Les matériels pour les dispositifs de lavage à main (seau, savon, théière, eau de javel) ne sont pas disponibles à Gambo.

### PRIORITÉ 2 - Encourager la construction de latrines privées



Court terme



Moyen terme



Long terme

Sensibiliser la population

Doter la communauté de matériaux de construction

Construire des latrines pour les personnes vulnérables

Pour les latrines privées la communauté a évoqué le besoin de sensibiliser la population sur l'importance des latrines.

Des matériels (sable, briques, gravier, planche, moellon) et les ouvriers sont déjà disponibles localement.

La communauté a spécifié les personnes âgées et les veuves comme étant vulnérables et incapables de construire leurs propres latrines.



# Éducation



## ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Sous-préfet et Maire**  
Suivi des projets et plaidoyer auprès des acteurs extérieurs.
- **Chef de secteur scolaire**  
Formation des maître-parents et suivi des activités.
- **Directeurs des écoles**  
Formations des Associations de parents d'élèves (APE) et gestion des dotations.
- **APE**  
Réception et gestion des dotations.
- **Centre pédagogique régional**  
Formation de personnel enseignant.
- **Inspection académique du Sud-Est<sup>25</sup>**  
Basé à Bangassou. Affectation du personnel.



## DOCUMENTATION

- Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MENESRS), *Vision stratégique 2017-2021*.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *Programme de coopération RCA : 2018-2021, Composante éducation*.
- Inter-agency network for education in emergencies (INEE), *Normes minimales pour l'éducation : préparation, intervention, relèvement*, 2010.
- Cluster Education, *Stratégie Cluster Education, République centrafricaine 2019-2021*.



## HISTORIQUE

- Entre **2015 et 2017**, l'UNICEF est intervenu dans le secteur éducatif.
- La MINUSCA (affaires civiles) et l'ONG nationale Vision et Développement ont commencé la construction du collège de Gambo. En mai **2021**, les groupes de discussion ont rapporté que la construction était encore en cours (40%).



## BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Recruter** et **acheter** localement.
- **Éviter** le vol et le détournement des dotations.
- **Respecter** les délais de réalisation des activités, en s'assurant de faire un suivi rapproché des activités. Selon certains participants aux ateliers de planification, des travaux initiés dans la localité n'auraient pas été terminés.

<sup>25</sup> Sur le plan administratif de l'éducation en RCA, le pays est divisé en 8 zones administratives, appelées les Inspections académiques.

## Éducation

### PRIORITÉ 1 - Renforcer les capacités du personnel enseignant



Court terme



Moyen terme



Long terme

Soutenir l'affectation des enseignants qualifiés

La communauté a souligné le besoin d'affecter des enseignants de F1 et F2 sur les sujets suivants : l'anglais, la science, l'éducation physique et sportive, les mathématiques, l'histoire et la géographie.

Former des maîtres-parents

Les maître-parents auraient besoin de formation sur les techniques pédagogiques.

Former des APE

Les répondants ont évoqué le besoin de fournir aux participants le matériel de formation, par exemple stylos et papier.

Le Centre pédagogique régional (CPR) est responsable de la formation de personnel et pourrait fournir les modules et matériels de formation. Le CPR pourra être contacté *via* le chef d'inspection académique, basé à Bangassou.

### PRIORITÉ 2 - Agrandir et réhabiliter les infrastructures scolaires



Court terme



Moyen terme



Long terme

Construire de nouveaux bâtiments scolaires :

- Ecole sous-préfectorale : salles de classe et logement de directeur
- ECAC : 3 salles de classe
- Manza : 6 salles de classe et un bureau<sup>26</sup>

Les matériaux disponibles localement pour la construction sont le sable, les cailloux, et le gravier.

Les dotations suggérées sont les suivantes :

- Mobilier scolaire (table banc, bureau, chaise, armoire, étagère)
- Matériels didactiques (manuel scolaire, kits récréatifs, livres éducatifs)

Construire des latrines et points d'eau pour les écoles :

- Collège de Gambo : 2 blocs de 4 portes
- ECAC : 1 bloc de 4 portes
- Manza : 1 bloc de 4 portes

Concernant la dotation de mobilier scolaire, les répondants ont remarqué que, même si les matériaux pour fabriquer ce mobilier ne sont pas disponibles dans la localité, l'assemblage pourrait être fait à Gambo avec les ouvriers locaux. Les sujets prioritaires pour les livres sont le français, l'anglais, les mathématiques, l'histoire et la géographie.

La construction, équipement, et recrutement des enseignants des lycées est la responsabilité de la Région<sup>27</sup>.

Doter les établissements en équipement scolaire

<sup>26</sup> Les répondants ont également suggéré les mêmes supports pour les écoles qui se trouvent dans les villages aux alentours de la ville.

<sup>27</sup> Article 242, Code de collectivités territoriales et des circonscriptions administratives, 2020

## Santé



### ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Directeur régional n°6 de la Santé et de la Population**  
Basé à Bangassou. Affectation du personnel.
- **Sous-préfet et Maire**  
Suivi des projets et plaidoyer auprès des acteurs extérieurs.
- **Médecin Chef de district Ouango-Gambo**  
Basé à Bangassou. Affectation du personnel, formation des COGES, plaidoyer auprès des acteurs extérieurs.
- **L'Equipe Cadre du District Sanitaire Ouango-Gambo**  
Basé à Ouango. Formation du personnel.
- **COGES :**  
Gestion des projets de construction, réception et gestion des dotations.



### HISTORIQUE

- En **2018** ACTED a appuyé le poste de santé.
- En **2020**, MDA a mené des projets de vaccination et d'appui aux femmes enceintes et allaitantes.
- En **2020**, ACF a appuyé les FOSA sur la nutrition.
- En **2020**, CORDAID *via* le fond SENI<sup>28</sup> a construit des bâtiments pour la maternité, fourni une dotation en médicaments, et envoyé des médecins qualifiés.
- MSF a effectué les visites de soins mobiles, et l'appui au FOSA entre **2018 et 2021**.
- En **2021**, COHEB a appuyé les FOSA sur la nutrition.
- La MINUSCA (affaires civiles) a récemment réalisé la construction d'un FOSA dans la localité.
- Selon leurs gestionnaires, les deux centres ont reçu l'appui suivant :
  - **L'hôpital secondaire** : réhabilitation de bâtiments, pompes et puits, dotation d'équipement de maintenance, sensibilisation de la communauté et subventions directes. Cette aide n'a pas été jugée satisfaisante car non durable.
  - **Le poste de santé de Gandakokoti** : Réhabilitation des équipements (pompes et puits), dotation en médicament et sensibilisation de la population. Cette aide a été jugée satisfaisante.



### DOCUMENTATION

- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Normes relatives au district de santé*, 2010.  
En particulier :
  - La section 6.1 spécifie le type d'infrastructure nécessaire en fonction de la taille de la population ;
  - Les sections 6.3 et 6.4 présentent la liste des personnels requis selon le type d'infrastructure ;
  - La section 6.5 précise les bâtiments et salles nécessaires selon le type d'infrastructure de santé ;
  - Les sections 6.5.3 et 6.6 détaillent les exigences en équipements requis pour un hôpital de district et un centre de santé.
- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Décret n.19-031 portant gratuité ciblée des soins dans les formations sanitaires en République centrafricaine*, février 2019.
- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Rapport de l'atelier de dialogue stratégique pour renforcer la coordination et les actions relatives au VIH dans le contexte humanitaire en République centrafricaine*, décembre 2019.
- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Programme national définissant les stratégies en matière de lutte contre le VIH*, disponible auprès du Cluster Santé et nutrition.
- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Plan de transition du secteur santé en République centrafricaine*, 2015-2016, février 2015.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement rural, *Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et de Nutrition*, décembre 2017.



### BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Acheter et recruter** localement.
- **Eviter** le détournement des dotations et de l'argent.

<sup>28</sup> Le projet SENI (« santé » en sango) de la Banque mondiale a pour ambition d'améliorer la qualité des services de santé essentiels en République centrafricaine et d'accroître ainsi leur utilisation par la population.

## Santé

### PRIORITÉ 1 - Renforcer les capacités du personnel santé



Court terme



Moyen terme



Long terme

Soutenir l'affectation de personnel qualifiés

Former des agents de santé communautaires

Former les COGES

Le personnel prioritaire selon la communauté sont :

- médecins
- sages-femmes
- 1 assistant de santé
- 1 technicien supérieur de santé
- 1 infirmier diplômé d'Etat
- 1 technicien supérieur de laboratoire
- 1 agent de santé
- 3 ressources

Le groupe de discussion a clarifié que les COGES devraient être formés sur la gestion des ressources.

L'équipe cadre du district sanitaire, dirigée par le médecin chef du district, est en charge de la mise en œuvre des plans de formation continue du personnel médico-sanitaire du district<sup>29</sup>. Le bureau central du district sanitaire de Ouango-Gambo se trouve à Ouango.

<sup>29</sup> Ministère de la Santé publique de la population et de la lutte contre le SIDA, *Normes relatives au district de santé*, 2010

### PRIORITÉ 2 - Équiper les infrastructures sanitaires



Court terme



Moyen terme



Long terme

Doter les infrastructures sanitaires en médicaments

Doter les infrastructures sanitaires en équipements

La communauté a suggéré la dotation de médicaments pour les maladies suivantes :

- paludisme
- typhoïde
- parasitose
- rhumatisme
- maladies gastriques
- infections sexuellement transmissibles

La communauté également a suggéré les équipements suivants pour la dotation à l'hôpital :

- matériels chirurgicaux
- kits d'accouchement
- kits de laboratoire
- kits COVID 19
- 2 ambulances
- 2 générateurs 24 kW
- moustiquaires

Le gestionnaire du poste de santé a suggéré d'accompagner ces dotations de matériel de maintenance.

## Santé

### PRIORITÉ 3 - Agrandir et réhabiliter les infrastructures sanitaires



Court terme



Moyen terme



Long terme

Construire de nouveaux bâtiments

Réhabiliter des infrastructures existantes

Construire une clôture autour de l'hôpital

Les bâtiments prioritaires pour la construction sont :

- un bloc opératoire
- une unité de pédiatrie
- des chambres pour les patients
- un logement du médecin

Concernant la réhabilitation des infrastructures, les priorités sont :

- les points d'eau de l'hôpital
- les bâtiments du poste de santé

En plus de la réhabilitation des bâtiments du poste de santé, son gestionnaire a suggéré la dotation en matériaux de réhabilitation.

# Agriculture



## ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Mairie et sous-préfecture**  
Plaidoyer auprès des acteurs extérieurs.
- **Directeur régional n°6 de l'Agriculture et du développement rural**  
Basé à Bangassou. Supervision et formation des agents de l'ACDA.
- **Commission nationale de l'environnement et du développement durable (CNEDD) et son agence d'exécution l'Agence pour l'environnement et le développement durable (AEDD)**  
Consultation pour les questions relatives aux intrants agricoles. L'article 31 du code de l'environnement mentionne l'existence d'une liste d'engrais et pesticides chimiques homologués dans le cadre des activités agricoles. Les entités citées doivent pouvoir en fournir une copie.
- **L'ACDA n'est pas présente à Gambo.**  
L'ACDA est responsable de la gestion des projets de développement agricole, réception et gestion des dotations et conseil technique.



## DOCUMENTATION

- Gouvernement centrafricain, *Loi régissant les organisations professionnelles agricoles rurales (OPAR)*.
- FAO, *Calendrier agricole de la République centrafricaine*.
- Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Programme agricole intégré de résilience, de sécurité alimentaire et de relance économique (PAIRSARE) 2016-2021*.
- CNEDD/ AEDD : Liste d'engrais et pesticides chimiques homologués dans le cadre des activités agricoles. Mentionnée dans le Code de l'environnement (Article 31). Copies disponibles en principe auprès de la CNEDD et l'AEDD.
- Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Document de Politique Agricole Nationale (DPAN)*, août 2019.
  - Chapitre V.3 comprend une liste des cadres juridiques et réglementaires de l'agriculture. Annexe 4 comprend une liste de politiques, stratégies et programmes agricoles sous régionaux et nationaux.
- Gouvernement centrafricain, *Loi portant réglementation des semences végétales et animales*, 19 janvier 2019.



## HISTORIQUE

- En **2020**, COHEB a fourni un appui au maraichage à travers la dotation de kits agricoles.
- En **2020**, COOPIADAA a distribué des semences.
- OXFAM a planifié de soutenir la filière jusqu'en **2022** via l'appui aux groupements agricoles.



## BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Respecter** le calendrier agricole.
- **Garantir** la transparence et la redevabilité de l'aide apportée. Selon certains répondants les bénéficiaires reçoivent souvent des dotations incomplètes.
- **Sélectionner** les bénéficiaires selon un processus équitable et transparent.
- **Eviter** le détournement des dotations et de l'argent.
- **Respecter** tout accord fait avec la communauté.

# Agriculture

## PRIORITÉ 1 - Faciliter l'appui technique de la filière



Court terme



Moyen terme



Long terme

Soutenir l'affectation d'un technicien de l'ACDA

Selon les groupes de discussion, la présence d'un agent d'ACDA aiderait la réalisation de toute les interventions suggérées ci-dessous.

## PRIORITÉ 2 - Equiper les agriculteurs



Court terme



Moyen terme



Long terme

Dotation en intrants agricoles

Dotation en outils aratoires

Dotation en semences ou boutures

Les outils aratoires suggérés par les groupes de discussions sont (liste non-exhaustive) :

- machettes
- houes
- haches
- bottes
- gants
- râpeaux
- pelles
- sacs
- pousse-pousses
- bâches
- limes
- cuvettes

Les semences suggérées par les groupes de discussion sont (liste non-exhaustive) :

- arachide
- riz
- courge
- sésame
- maïs
- patate
- igname

Les produits phytosanitaires et engrais devraient être en priorité composés d'éléments naturels (bio pesticides), disponibles sur place<sup>30</sup>.

Les répondants ont spécifié que ces dotations devraient être données directement aux groupements agricoles. Selon un IC, des tests de germination devraient être effectués pour garantir la qualité de semences dotées. Si des groupements agricoles structurés et efficaces, capables de gérer un projet complexe, sont identifiés, la stratégie des groupements agro-multiplicateurs pourrait augmenter le stock de semence disponible dans la localité<sup>31</sup>.

<sup>30</sup> Entretien avec un chef de projet de sécurité alimentaire, ACTED, novembre 2020, Bangui.

<sup>31</sup> Entretien avec un chef de projet de sécurité alimentaire, ACTED, novembre 2020, Bangui.

# Agriculture

## PRIORITÉ 3 - Diversifier la production agricole

Court terme

Moyen terme

Long terme

Développer la culture attelée

Développer la culture maraîchère

Développer les cultures de rente

Selon la communauté les cultures maraîchères à développer sont:

- tomate
- oignon
- ail
- carotte
- salade
- poivron
- persil
- concombre

Selon la communauté les cultures de rente à développer sont:

- Cacao
- Café
- Palme

Le développement de la culture attelée nécessiterait la dotation de bœufs, pousse-pousses et brouettes, et les cultivateurs auraient besoin d'outils aratoires pour développer la culture maraîchère. Ces dotations devraient être distribuées directement aux groupements agricoles.



# Élevage



## ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Sous-préfet et Maire**  
Suivi des projets et plaidoyer auprès des acteurs extérieurs.
- **Directeur régional n°6 de l'Élevage et de la santé animale**  
Présent à Bangassou. Affectation des techniciens de l'ANDE.
- **L'ANDE n'est pas présente à Gambo.**  
L'agent le plus proche est basé à Bangassou. L'ANDE dirige les projets du développement de la filière, la formation des éleveurs, supervise les postes de santé vétérinaire, et fournit un appui technique.



## DOCUMENTATION

- Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Document de Politique Agricole Nationale (DPAN)*, août 2019.
  - Chapitre V.3 comprend une liste des cadres juridiques et réglementaires de l'élevage. Annexe 4 comprend une liste de politiques, stratégies et programmes agricoles sous régionaux et nationaux.
- Le statut révisé de l'ANDE, adopté en 2020. Ce statut prévoit maintenant la division du territoire national en sept directions régionales (contre trois actuellement). Cette réorganisation devrait permettre aux agents de disposer de plus de ressources pour des zones d'intervention plus restreintes.
- Décision de l'ANDE sur les prix fixés des vaccinations animales, document disponible au bureau central de l'ANDE à Bangui<sup>32</sup>.
- Gouvernement Centrafricain, *Loi portant réglementation des semences végétales et animales*, 19 janvier 2019.



## HISTORIQUE

- OXFAM a planifié de soutenir la filière jusqu'en **2022** via l'appui aux groupements.



## BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Assurer** le suivi des activités réalisées.
- **Éviter** le détournement et vol des dotations.
- **Respecter** les activités promises à la communauté.

<sup>32</sup> Entretien avec le directeur régional de l'ANDE, septembre 2020, Bambari.

## Élevage

### PRIORITÉ 1 - Faciliter la gouvernance de la filière



Court terme



Moyen terme



Long terme

Soutenir l'affectation des techniciens de l'élevage

Selon les groupes de discussion, un appui technique pourrait être apporté pour toutes les différentes interventions suggérées dans les priorités 2 et 3 ci-dessous.

### PRIORITÉ 2 - Équiper et former les éleveurs



Court terme



Moyen terme



Long terme

Doter les groupements en bêtes

Les répondant à Gambo ont suggéré la dotation directe aux groupements de :

- Cabris : 3 couples,
- Mouton : 3 couples,
- Cochon : 3 couples,
- Bœuf,
- Volailles : 10 mâles et 40 femelles.

Construire des enclos pour les bêtes

Les caprins, ovins, porcins et bovins devraient toujours être dotés en couple selon la communauté.

Former des éleveurs sur les techniques d'élevage

Pour augmenter la population des bêtes, le modèle des groupements agromultiplicateurs pourrait être envisagé, en particulier pour le petit bétail. Un ou plusieurs groupements sont chargés de faire reproduire le petit bétail et s'engagent à donner tout ou une partie des portées aux autres groupements.

<sup>33</sup> Entretien avec un chef de projet de sécurité alimentaire, ACTED, novembre 2020, Bangui.

### PRIORITÉ 3 - Améliorer la santé animale



Court terme



Moyen terme



Long terme

Dotation en médicaments vétérinaires

La Direction régionale N°6 de l'ANDE (basée à Bangassou) est responsable de la supervision des postes de santé vétérinaire et les postes de contrôle sanitaire<sup>34</sup>.

Construire une pharmacie vétérinaire

<sup>34</sup> Le statut révisé de l'ANDE, adopté en 2020.

# Pêche



## ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Service des Eaux et forêts**  
Direction régionale présente à Bangassou. Formation des pêcheurs.
- **Maire et autorités locales**  
Supervision des projets.
- **Délégué des pêcheurs**  
Réception et gestion des dotations.
- **Groupements des pêcheurs**  
Réception et gestion des dotations.



## DOCUMENTATION

- Gouvernement centrafricain, *Loi portant code de la pêche et de l'aquaculture*.
- Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Document de Politique Agricole Nationale (DPAN)*, août 2019.
  - Chapitre V.3 comprend une liste des cadres juridiques et réglementaires de la pêche et la pisciculture. Annexe 4 comprend une liste de politiques, stratégies et programmes agricoles sous régionaux et nationaux.



## HISTORIQUE

- OXFAM a planifié de soutenir la filière jusqu'en **2022** via l'appui aux groupements.



## BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Eviter** le détournement et vol des dotations.

## Pêche

### PRIORITÉ 1 - Équiper et former les pêcheurs



Court terme



Moyen terme



Long terme

Doter les groupements en matériel de pêche

Doter les groupements en congélateurs

Former les groupements sur la pratique de la pêche

Les outils nécessaires seraient :

- filets
- hameçons
- torches à piles
- bottes
- pelles
- machettes
- faucilles
- sagaies
- pirogues

Toutes les dotations devraient être données directement aux groupements de pêcheurs.

### PRIORITÉ 2 - Diversifier les activités de la filière



Court terme



Moyen terme



Long terme

Développer la pisciculture

Selon un producteur, les pêcheurs à Gambo auront besoin de formation sur les techniques de la pisciculture. Cette formation pourrait être fournie par les services déconcentrés de l'élevage.

Les actions envisagées pour le développement de la pisciculture dans la Politique agricole nationale sont :

- la construction, la réhabilitation et l'aménagement d'étangs piscicoles de petites et moyennes fermes piscicoles durables,
- la promotion des unités privées de production d'alevins dans des zones à haut potentiel,
- la promotion de l'utilisation d'aliments complets (composés) et l'appui à la mise en place de centres d'approvisionnement (stockage et distribution) des aliments pour poisson,
- l'appui à la promotion des unités privées industrielles et artisanales de fabrication d'aliment commercial pour poisson à partir d'ingrédients locaux,
- l'appui à la réduction des pertes post-capture,
- la mise en place d'un système standard de collecte, d'analyse et de diffusion des données aquacoles<sup>35</sup>.

<sup>35</sup> Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Document de Politique Agricole Nationale (DPAN)*, août 2019. p20.

## Commerce



### ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Mairie**  
Gestion des marchés et taxation du commerce, gestion des projets de développement économique, mobilisation de la population pour les projets de développement, plaidoyer auprès des acteurs extérieurs.
- **Sous-préfet**  
Suivi des projets et plaidoyer auprès des acteurs extérieurs.
- **Association de la jeunesse**  
Fournir la main-d'œuvre pour les projets de relèvement local.
- **Communauté et opérateurs économiques**  
A consulter sur le placement des marchés dans la ville.
- **AGETIP-CAF**  
Pour la réhabilitation des axes.



### DOCUMENTATION

- Suivi des marchés, REACH, *Bulletins mensuels sur les prix et disponibilités de produits essentiels*.
- Matrice 4W du groupe de travail « Cash Working Group ».
- Cash learning partnership (CaLP), *Delivering Money: Cash Transfer Mechanisms in Emergencies*, 2010.
- Harvey P. and Bailey S., *Good Practice Review 11: Cash Transfer Programming in Emergencies*, 2011.



### HISTORIQUE

- Entre **2019 et 2021**, la MINUSCA (affaires civiles) mène les projets réguliers d'infrastructure dans la ville, et est intervenue sur le marché.
- En **2020**, ACTED a organisé une foire de distribution de vivres et réhabilité les routes et ponts.
- En **2020**, COOPIADAA est intervenu dans la localité.
- En avril **2021**, AGETIP-CAF effectuait régulièrement les visites à Gambo pour réhabiliter les axes.
- OXFAM a planifié de soutenir la filière jusqu'en **2022** via l'appui aux groupements.



### BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Recruter et acheter** localement.
- **Respecter** les activités promises à la communauté
- **Eviter** le vol et détournement des dotations et de l'argent.

## Commerce

### PRIORITÉ 1 - Construire et réhabiliter les infrastructures commerciales



Court terme



Moyen terme



Long terme

Construire des hangars et des étals sur le marché central

Construire un dépôt de grossistes

Ouvrir un marché hebdomadaire

Déplacer le petit marché

Les membres de la communauté rencontrés ont évoqué le marché de Bangassou comme un exemple à suivre pour les infrastructures souhaitées sur le marché central de Gambo.

Les groupes de discussion ont souligné que les membres de la communauté devraient être impliqués dans la création d'un marché hebdomadaire. Le maire, comme gestionnaire des marchés, doit également être consulté pour la création ou le déplacement des marchés.

### PRIORITÉ 2 - Appuyer directement les commerçants



Court terme



Moyen terme



Long terme

Appuyer financièrement les commerçants via un système de crédit

Organiser des foires commerciales

Deux stratégies de soutien financier ont été suggérées par les groupes de discussion :

- L'établissement d'un système de crédit géré par les représentants de la communauté. Selon eux cette organisation aura besoin d'un investissement initial de 30 millions de XAF.

- Des subventions directes de 2 millions de XAF, distribuées aux associations de commerçants via le maire.

Le maire, comme gestionnaire des marchés, serait l'acteur locale responsable pour l'organisation des foires commerciales.

### PRIORITÉ 3 - Désenclaver la localité



Court terme



Moyen terme



Long terme

Installer un réseau téléphonique

Réhabiliter les axes

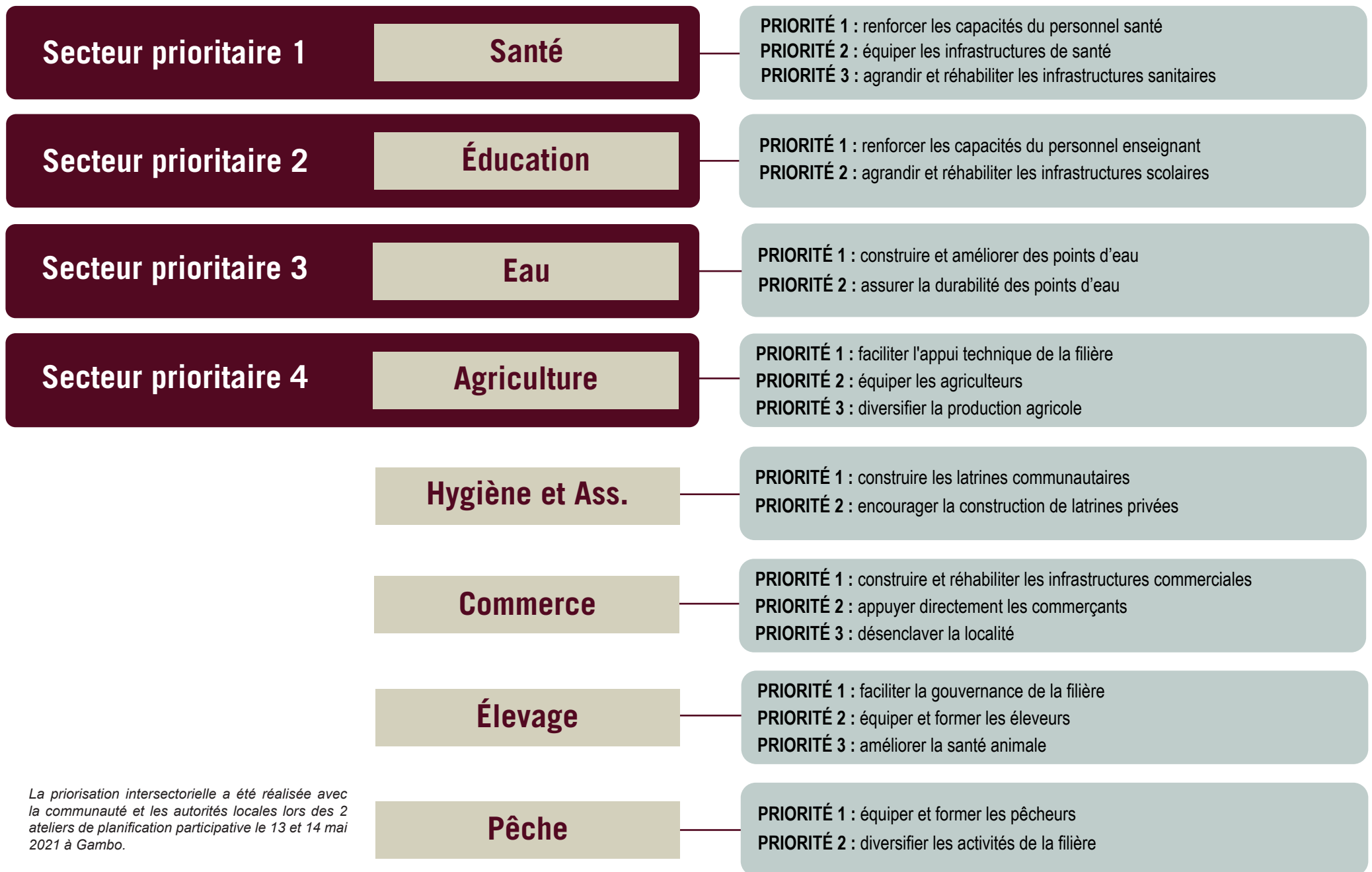
La ville de Gambo n'a actuellement aucun réseau téléphonique. Le maire devrait être consulté pour choisir la location d'une antenne téléphonique.

Les axes prioritaires à réhabiliter sont :

- Axe Gambo-Bangassou,
- Axe Gambo-Bangui,
- Axe Gambo-Bema/Ouango
- Axe Gambo-Ndangou

L'association de la Jeunesse pourrait mobiliser la main d'œuvre nécessaire à la réhabilitation des routes.

# Priorisation intersectorielle



La priorisation intersectorielle a été réalisée avec la communauté et les autorités locales lors des 2 ateliers de planification participative le 13 et 14 mai 2021 à Gambo.

## ANNEXE - Méthodologie

### COLLECTE DE DONNÉES

Les données primaires dont dispose AGORA sont collectées à travers des méthodes quantitatives et qualitatives. Elles permettent d'établir un diagnostic territorial, rassemblant les principales caractéristiques du territoire et d'évaluer les besoins de ses communautés.

Au sein de chaque localité, sont rencontrés :

- Les acteurs institutionnels locaux ;
- Les services techniques locaux (lorsqu'ils sont présents) ;
- Les leaders communautaires et religieux ;
- Les acteurs de la société civile ;
- Les fournisseurs de service de base ;
- Les principaux acteurs économiques ;
- Les membres de la communauté : résidents de la localité.

L'unité de mesure est celle de « l'aire urbaine », soit l'aire géographique comprise dans un rayon de 5 à 10 km autour du centre urbain (concentration de populations, de bâtis et de services). Cela correspond à la zone d'accès aux services de base couvrant une distance qui peut être parcourue à pied sur la journée par les populations locales.

#### Entretiens avec les autorités locales

Les données sont collectées par l'équipe AGORA grâce à des entretiens semi-directifs individuels avec des informateurs clés. Ces personnes ressources sont identifiées à partir des informations recueillies lors de la présentation initiale aux autorités locales, ainsi que par la méthode dite de la « boule de neige ».

#### Ateliers de cartographie participative

Les ateliers de cartographie participative sont menés avec 6 à 8 membres de la communauté. Ils ont pour objectifs de cartographier les zones de peuplement du territoire ainsi que les services essentiels en eau/hygiène/assainissement, santé, éducation et marchés. Une désagrégation selon le genre est effectuée. Le statut de déplacement, l'âge et l'ethnie sont des critères de désagrégation envisagés selon le contexte local.

Ces ateliers sont menés sur le modèle des groupes de discussion, à l'aide de guides de discussion semi-directifs. La spécificité de cette activité repose sur l'utilisation de fonds de carte comme support privilégié pour la collecte des réponses des participants.

#### Entretiens avec les fournisseurs de services de base

Ces entretiens dirigés sont réalisés avec des informateurs clés disposant d'informations sectorielles, grâce à l'outil KOBO. L'échantillonnage est le plus exhaustif possible et cible 20 à 40 informateurs clés parmi les principaux fournisseurs de services de base dans chaque localité, relevés pendant la cartographie participative.

#### Groupes de discussion avec les membres de la communauté

Ces groupes de discussion suivent un canevas semi-directif ayant pour objectif de faire émerger des discussions entre les participants sur les thématiques suivantes :

- Vulnérabilités socio-économiques de la population ;
- Mécanismes de gouvernance locale ;
- Enjeux d'accès aux services de base ;
- Cohésion sociale et solutions durables.

A l'instar des ateliers cartographiques, une désagrégation systématique est opérée sur le genre. L'âge, l'ethnie et le statut de déplacement peuvent être pris en compte selon le contexte.

#### Etude des filières économiques

Afin d'analyser le tissu économique de chaque localité, les équipes AGORA mènent des groupes de discussion avec les principaux acteurs économiques locaux. Sur cette base, des entretiens individuels plus poussés sont menés avec les acteurs économiques clés du territoire pour identifier les opportunités de création de valeurs au sein des filières locales porteuses.

Les répondants aux groupes de discussion sont issus de différentes couches sociales et représentent différentes filières économiques. Une attention particulière est portée à ce que chaque maillon de la chaîne de valeur soit représentée par un participant (producteur, intermédiaire, transformateur, transporteur, commerçant, consommateur).

Les répondants aux entretiens individuels sont des opérateurs économiques reconnus et recommandés pour leur expertise ou leur niveau de connaissance des filières identifiées dans la localité.



## Diagnostic des capacités des organisations de la société civile (OSC)

Dans chacune des 21 localités ciblées, les équipes AGORA ont utilisé une version allégée de l'outil *Taking the Lead* développé par OXFAM. Dans le cadre de RELSUDE, *Taking the Lead* consiste en l'autodiagnostic par les OSC de leurs capacités.

Les OSC sont d'abord appelées à déposer un dossier de candidature pour participer ensuite à un atelier. Puis, sur la base d'une grille de critères élaborée avec OXFAM, entre 5 et 10 organisations sont conviées pour l'atelier. La liste des critères comprend des aspects administratifs (statut officiel et règlement intérieur), techniques (rapports d'activités et financiers) et qualitatifs (perception de l'organisation au niveau local au cours des outils précédemment mis en oeuvre par AGORA). L'atelier de travail permet, en suivant un guide d'entretien élaboré par OXFAM, de mener une auto-évaluation des capacités techniques et organisationnelles.

## Diagnostic des capacités des acteurs institutionnels

Ces entretiens semi-directifs, avec les acteurs institutionnels en place permettent de dresser un bilan de leurs missions, d'analyser leur niveau de compréhension de leurs rôles et responsabilités, d'évaluer leurs besoins de renforcement techniques et organisationnels au regard de leurs mandats.

Les acteurs institutionnels ciblés sont les personnes ressources au sein des services communaux et des services techniques déconcentrés de l'Etat.

## ANALYSE

### Analyse des données quantitatives

Les données quantitatives obtenues sur les différents services sont saisies via l'application KOBO sur les tablettes. Elles sont ensuite envoyées sur le serveur IMPACT afin d'être téléchargées, nettoyées et analysées.

Le nettoyage de données, conforme aux standards IMPACT, consiste principalement en :

- L'anonymisation des données ;
- La suppression des valeurs aberrantes pour les questions quantitatives ;
- La vérification de la pertinence des mentions "autre" ;
- La vérification de la cohérence des données (caractéristiques renseignées selon le type d'infrastructure).

L'analyse reprend les principales questions posées dans le questionnaire KOBO et détermine le niveau de fonctionnalité des infrastructures communautaires. Cette analyse quantitative est ensuite mise en perspective avec les données qualitatives collectées à l'aide des autres outils AGORA. Elle permet aussi de recueillir le point de vue des gestionnaires de service sur l'utilisation des infrastructures, et leurs besoins en renforcement de capacités pour la gestion de celles-ci.

### Analyse des données qualitatives

Toutes les notes prises manuellement lors des entretiens semi-directifs et des groupes de discussion sont saisies sur ordinateur, dans une matrice élaborée pour chacune des villes. Cette matrice permet de présenter sur un même document toutes les informations collectées lors du diagnostic (à l'exception du questionnaire KOBO et *Taking the Lead*).

Des entretiens avec des experts techniques et institutionnels, permettent enfin d'enrichir les données collectées et l'analyse réalisée avec une perspective opérationnelle.

Le logiciel d'analyse qualitative Nvivo est utilisé pour permettre un traitement transversal de l'ensemble des données (qualitatives et quantitatives, primaires et secondaires).

## DÉFIS ET LIMITES

Les analyses présentées dans ce document sont des conclusions basées sur des données collectées lors d'un intervalle de temps précis et limité. Les principaux défis rencontrés pour la conduite de la recherche ainsi que les moyens de mitigation mis en place sont listés à suivre :

- **La disponibilité des informateurs clés.** La prise de rendez-vous avec les personnes ressources, dès le premier jour de la collecte de données a été la solution adoptée ;
- **Les biais de perception de certains acteurs locaux.** Beaucoup d'informateurs clés possédaient en effet une "double casquette" au niveau local (à la fois membre de la municipalité et acteur économique ou président d'une association, etc.). La triangulation des informations, possible grâce au large panel d'acteurs rencontrés, permet de pallier les biais de perception des personnes interrogées ;
- **La sensibilité des thématiques abordées,** notamment sur les aspects de justice et cohésion sociale. Pour cela l'équipe AGORA a veillé à n'exclure aucune communauté lors des entretiens individuels ou de la mobilisation communautaire effectuée pour les groupes de discussion.